



Le camp d'Argelès-sur-Mer

Florence Astrié

► To cite this version:

Florence Astrié. Le camp d'Argelès-sur-Mer . Architecture, aménagement de l'espace. 2011. dumas-01808171

HAL Id: dumas-01808171

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-01808171>

Submitted on 5 Jun 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License



Janvier 1939, Barcelone tombe sous le joug du franquisme.

Janvier 1939, le gouvernement français décide de fermer la frontière franco-espagnole, redoutant l'arrivée massive des réfugiés politiques. Un mois plus tard, face aux foules qui se pressent aux portes de la France, une solution d'urgence est mise en place. La plage d'Argelès est réquisitionnée, dans la plus grande improvisation. Ils seront des dizaines de milliers à y séjourner. Quels ont été leurs destins, en suspension jusqu'à la mort de Franco, en 1975 ? Quelle en est l'empreinte - démographique, culturelle, politique et mémorielle- dans ce territoire poreux ? Enfin comment l'Espagne fait-elle le deuil d'une Histoire volée?

LE CAMP D'ARGELÈS-SUR-MER

FLORENCE ASTRÉ - ENSA NANTES 2011

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

LE CAMP D'ARGELES, UN POINT DE PIVOT

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

LE CAMP D'ARGELES, POINT DE PIVOT

*La construction d'une mémoire après une situation de crise,
La remise en question du territoire et de ses symboles.*

L'EMPREINTE DES CAMPS.

Mémoire sous la direction de Pierre Faucher et Jean Lévêque.

DE4 Projections Architecturales- UE 84 année 2010 / 2011

- ENSA Nantes -

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

SOMMAIRE

Avant propos	p.11
I. Une empreinte démographique manifeste	p.13
Immigration espagnole et contexte français à l'aube de la Guerre Civile Espagnole	p.14
La Guerre Civile déclencheur d'un exode massif	p.20
La défaite des Républicains, l'ouverture des camps	p.28
Illustrations	p.31
II. Le camp d'Argelès-sur-Mer	p.37
Un camp de l'urgence	p.38
Un point de pivot complexe, d'Argelès à Mauthausen	p.46
Une empreinte protéique	p.58
Illustrations	p.65
III. L'empreinte, la trace, le sens	p.83
Les lois mémorielles en Espagne	p.84
Des marques existantes ou présentes?	p.93
L'architecture comme instrument politique du Symbole dans la construction d'un patrimoine collectif	p.98
Conclusion	p.102
Bibliographie	p.104
Remerciements	p.107

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

« La vie n'est sacrée que de façon dérivée,
vicariale: lorsqu'elle garantit la liberté,
l'autonomie, la dignité de l'être humain,
qui sont des valeurs supérieures à celle de
la vie même, en soi et pour soi, toute nue.
Des valeurs qui la transcendent.»

[Jorge Semprun]

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

Avant-propos

Le camp d'Argelès, point de départ de ce mémoire, amène le lecteur à se plonger dans les origines de l'exil des républicains espagnols, terme qui englobe bien des désignations, parfois lointaines de ce dernier. Le camp, dans ce cas précis, correspond complètement à une réponse d'urgence faite par la ville frontalière, devant un afflux massif et mal prévu. Loin de prétendre retracer l'histoire exacte de l'Espagne et de la France, il est cependant nécessaire de se familiariser avec le contexte, sans quoi toute la problématique du mémoire perdrait son sens, et c'est en cela que la première partie importe. Elle s'attache donc à suivre l'empreinte démographique des espagnols en France, jusqu'aux guerres de 1936 et 1939.

Dans un second temps il sera d'avantage question de traiter de l'existence du camp d'Argelès en lui-même. Comment la vie en tant que telle est comprise dans ce camp, quelle en est la consistance, la trace ? Ce camp ayant des caractéristiques particulières, quelles ont été ses fonctions, qui l'a géré, qu'en est-il advenu après sa fermeture ? C'est ici qu'on entendra mieux sa dénomination de « pivot », au regard des différentes trajectoires de destins qui l'ont parcouru. Les plagistes l'été se doutent-ils seulement de ce qui a pu se produire tant d'années auparavant ? Quelle symbolique de la mémoire pour quel impact, et à quel moment ?

En dernier lieu il s'agira d'aborder au mieux les questions de mémoire, de travail de mémoire, d'écriture de la mémoire. On dit souvent que l'Histoire est écrite par les vainqueurs, mais la mémoire est à tous, reste à voir si cette mémoire fige les choses ou apporte un nouvel élan sociétal. Si l'on peut étouffer l'empreinte mémorielle momentanément, que se passe-t-il lorsque finalement les traces du passé refont surface ? Quelles mesures sont maintenant mises en place dans cette reconquête, ce refus de l'oubli ? Quelle est la place de l'architecture dans la constitution d'un patrimoine collectif ?

I. Une empreinte démographique manifeste.

I. Une empreinte démographique manifeste.

Immigration espagnole et contexte français à l'aube de la Guerre Civile.

En 1930, la France est le premier pays d'immigration du monde¹. En effet depuis les années 1920 elle a connu de nombreuses vagues d'immigration : d'une part économique (Italiens, Polonais, Espagnols), d'autre part politique (réfugiés russes, arméniens, assyro-chaldéens², juifs d'Europe orientale, italiens anti-fascistes, allemands anti-nazis, sarrois, autrichiens ou encore tchécoslovaques). Il est important de souligner qu'avant même que le conflit de 1936 ne se déclenche, la population française comptait déjà une large colonie espagnole. En raison de sa neutralité lors de la Première Guerre Mondiale, ainsi que pour sa proximité géographique, l'Espagne remplissait alors des conditions optimales sur le marché international de la main d'œuvre, à ce moment précis de l'histoire où la France manquait terriblement de travailleurs dans l'industrie et l'agriculture. Pendant l'entre-deux guerres, en 1931, le nombre d'immigrés espagnols atteint près de 352 000 personnes, nombre qui va redescendre très manifestement en 1936 à 253 000. Les causes en sont la crise économique du début des années 1930, et en outre l'avènement de la République Espagnole en avril 1931.

Le camp d'Argelès, point de pivot

Au sein du territoire, l'aire d'implantation de ces populations s'étend surtout en zone méridionale, relativement près de la frontière. La zone prépondérante serait délimitée par une ligne imaginaire qui irait de Nice à Bordeaux. Cette immigration tient ses origines des provinces du Levant³ et non de la Catalogne comme on pourrait le supposer, car bien que plus proche géographiquement, elle était (et est toujours) plus prospère économiquement.



CARTE DE L'ÉMIGRATION ÉCONOMIQUE FRANCO-ESPAGNOLE AVANT 1931.



Provinces de Murcie et Communauté de Valence.



Territoires d'immigration

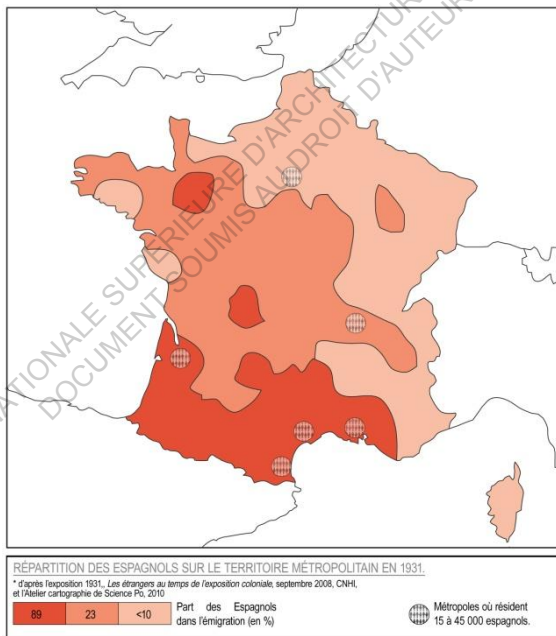
Une empreinte démographique manifeste

Georges Mauco, dans sa thèse sur *Les étrangers en France* publiée en 1932, souligne le caractère miséreux des Espagnols employés dans l'agriculture, ouvrier « *qui sait trop tout faire...apte aux travaux grossiers et pénibles⁴* », généralement jugés par les Français « *frustres et indolents⁵* ». Les paysans pauvres venus chercher du travail en France avec l'espoir de rentrer prochainement au pays ne constituent pas une population fortement politisée. Un activisme politique existe cependant, lié entre autres à l'exode de 1923, date du coup d'état du général Primo de Rivera qui met fin à la monarchie constitutionnelle alors au pouvoir⁶. Limité à quelques groupes ou personnalités, il est essentiellement tourné vers leur pays d'origine. On peut citer comme exemple le procès du leader nationaliste catalan Francesc Macià, jugé en France en 1927 pour avoir tenté d'y organiser un complot contre le dictateur. Malgré la distance qui sépare les émigrés de leur pays, l'évolution politique espagnole va trouver écho en France, et connaître les mêmes divisions qu'au sein de la Péninsule Ibérique.

Lorsque la République de 1931 est proclamée - par élections municipales du 12 avril - après le renvoi du Général Primo de Rivera par le roi Alfonso XIII en janvier 1930⁷ - le gouvernement Républicain va aider financièrement des publications telles que *Nuestra España* (fondée par Pablo Neruda et Cesar Vallejo) ou encore la *Voz de Madrid* (sous le patronage d'écrivains et artistes de premier plan pour ne citer que Pablo Picasso ou encore Ernest Hemingway). *Voz de Madrid* tend à associer les émigrés à la lutte pour la défense du « *seul ordre et de la seule réalité légitimes : ceux de la République Démocratique⁸* ». Cet événement et son retentissement en France seront

Le camp d'Argelès, point de pivot

donc à l'origine du retour d'une grande partie des exilés politiques, ainsi que de certaines classes d'âge, émigrés dont la proportion est inconnue, qui vont s'engager volontairement dans l'armée Républicaine Espagnole. Réciproquement le roi Alfonso XIII ainsi que des membres du clergé⁹ font le chemin inverse.



Une empreinte démographique manifeste

Ainsi l'on a pu constater en 1939 parmi les réfugiés des Espagnols qui avaient déjà vécu en France, repartis en Espagne mobilisés par l'armée Républicaine et revenants vaincus avec elle. Francisco Reche, qui a travaillé environ six ans en France et qui était reparti faire son service militaire en Espagne, volontaire lorsque la guerre éclate, abandonne à nouveau son pays en février 1939¹⁰.

La fréquence et l'importance de ces flux migratoires et exodes politiques – et même avant les événements cités – expliquent, qu'au fur et à mesure, les divers gouvernements français aient mis en place une kyrielle de réglementations quant à la venue des espagnols sur le territoire français. Après l'instauration de la République de 1931, le clergé est admis en France « à la condition que – par analogie avec les mesures prises antérieurement à l'égard des révolutionnaires espagnols – ces réfugiés ne soient pas autorisés à se fixer dans la région située au sud de la Loire afin d'éviter les incidents diplomatiques que leur présence aux abords de la frontière ne manquerait pas de soulever¹¹. » Il en sera de même pour les dirigeants politiques et syndicaux, menacés par la répression, après l'insurrection des Asturies en octobre 1934 : Paul Marchandeau (ministre de l'Intérieur) précise alors que les exilés devront résider au nord de la Loire, excepté en région parisienne. L'objectif des autorités étant, d'une part, éviter les résistances organisées, et d'autre part disperser les réfugiés dans le territoire français.

Le camp d'Argelès, point de pivot

À l'aube de la Guerre Civile Espagnole, la France possède donc déjà des règles vis-à-vis de l'immigration des populations ibériques, règles marquées par les divers troubles politiques transpyrénéens. Pour autant ces règles vont se trouver bouleversées par les événements à venir, et par là même remettre en question son territoire, autant dans sa dimension administrative qu'humaine.ⁱ

ⁱ 1. Ralph Schor, *Histoire de l'immigration en France de la fin du XIXe siècle à nos jours*, Paris, Armand Colin, 1996, p.58.

2. Assyrien est une dénomination ethnonationale désignant d'abord les chrétiens nestoriens, puis l'ensemble des chrétiens d'Orient parlant un dialecte néo-araméen. L'Église catholique chaldéenne est née d'une union avec Rome lors du retour de quelques anciens dirigeants de l'Église apostolique de l'Orient, elle-même héritière de l'antique Église de Perse. Elle utilise la langue liturgique syriaque dérivé de l'araméen. Actuellement, l'Église tout entière, comme l'ensemble des chrétiens irakiens, vit de dures persécutions et violences face aux milices islamistes qui ont émergé après l'invasion de l'Irak. Le Traité de Sèvres en 1920 prévoyait une certaine autonomie pour les « Assyro-Chaldéens », dont des délégations avaient assisté aux conférences de paix avec la revendication d'un État assyrien, apparemment promis par Londres en décembre 1917, mais le Traité de Lausanne en 1923 constitua un recul tant pour eux que pour les Arméniens ou les Kurdes, tous sacrifiés au réalisme géopolitique et à la nouvelle division du Proche-Orient entre Turquie kémaliste, mandat français en Syrie, Liban) et mandats britanniques (Irak, Transjordanie, Palestine).

3. Entre la Catalogne au nord et l'Andalousie au sud, le Levant comprend les provinces de Castellón de la Plana, de Valence, d'Alicante et de Murcie. Les trois premières sont issues de l'ensemble historique du Reino de Valencia (royaume de Valence), fondé par la Reconquista aragonaise et catalane, et se distinguent par leur langue de Murcie, qui formait, avec la province intérieure d'Albacete, un royaume d'origine castillane.

4. Georges Mauco, *Les étrangers en France : leur rôle dans l'activité économique*, Paris, Armand Colin, 1932, p.189

5. Ralph Schor, *Histoire de l'immigration en France de la fin du XIXe siècle à nos jours*, Paris, Armand Colin, 1996, p. 114

6. En réalité le Roi Alfonso XIII, qui ne souhaitait pas conserver son trône au prix d'une guerre civile part volontairement en exil, mais sans pour autant abdiquer.

7. Le général n'a plus alors le soutien de l'armée, part en exil à Paris, où il meurt environ deux mois plus tard.

8. *Voz de Madrid*, n°1, 18 juillet 1938.

9. Archives Nationales, police générale F7 : Installation en France de membres du clergé, 1931. Instructions ministérielles concernant les événements d'Espagne, 1934-1940 : F7 15172

10. Marie-Line Montbrousous, *Histoire d'une intégration réussie. Les espagnols dans le bassin de Decazeville*, Rodez, éditions du Rouergue, 1995, pp. 97-98.

11. Lettre du ministre de l'Intérieur au Président du Conseil, 8 mars 1932, AN F7 15172.

La Guerre Civile déclie d'un exode massif

*« Les réfugiés [...], presque par définition des oubliés,
tombés dans les crevasses de l'histoire »*

[Michael Marrus]

L'Europe, en 1930, devient le théâtre de l'essor des clivages et de la montée des extrémismes politiques. Dans cette affirmation du pouvoir des états totalitaires face aux démocraties, le conflit espagnol va alors faire sens au-delà de ses propres frontières. La France, de par sa population immigrante et sa proximité géographique, est étroitement liée au conflit. Pierre Laborie indique dans son ouvrage *L'Opinion Française sous Vichy* : « Les Français vivent et règlent leurs problèmes par républicains et franquistes interposés. Le miroir espagnol les transforme en spectateurs de leurs propres affrontements, de leurs angoisses et de leurs espoirs. Il explique le présent et permet même de lire le futur.¹ »

En 1936, lorsque la guerre civile espagnole éclate, les arrivées successives et répétées de population vont s'accélérer. De 1936 à 1938, il s'agit avant tout de femmes, d'enfants et de vieillards, de populations civiles qui cherchent à se protéger du conflit, et de militaires vaincus. Le droit d'asile conforme à la tradition française est réaffirmé, cependant les autorités françaises exigent très rapidement que la solution des rapatriements soit

Le camp d'Argelès, point de pivot

préconisée², et qu'en cas d'impossibilité, les réfugiés ne puissent pas demeurer aux abords de la frontière. Les premiers afflux correspondent à la prise du pays Basque et des Asturies et rassemblent environ 15 000 personnes. S'ensuit une vague plus importante concordant avec la phase finale de la campagne du Nord et l'offensive nationaliste sur Bilbao, elle concerne cette fois plus de 120 000 personnes³.



Une empreinte démographique manifeste

Il faut garder à l'esprit que nombre de ces réfugiés ont été expressément reconduits à la frontière sur prescription de Marx Dormoy⁴, miliciens surtout, et qu'au final, fin 1938 le nombre total des réfugiés atteint un peu plus de 40 000 personnes, dont un quart d'enfants⁵. L'opinion publique est alors divisée. D'un côté, syndicats et partis de gauche mettent en œuvre des actions de solidarité envers les Espagnols, perçus comme victimes du franquisme, de l'autre, des associations comme la Fédération des contribuables de Basses-Pyrénées se plaignent des frais occasionnés par l'accueil des réfugiés⁶. Les conditions d'accueil seront très variables d'un département à l'autre : église désaffectée, ancien château, hospice maisons particulières, anciennes prisons, fermes sanatorium, centre de détention⁷... Mais la dernière vague d'immigration, aussi appelée *Retirada* sera de loin la plus massive, et une des plus fortes dans l'histoire des frontières françaises.

« Dès que la supériorité militaire du général Franco et de ses lieutenants se fera sentir en Catalogne, beaucoup d'anarchistes et de gens qui ont travaillé avec eux voudront s'enfuir... Ce sont des dizaines de milliers de personnes qui prétendront alors se réfugier en France et les plus compromis seront probablement les premiers à se précipiter chez nous... Nos départements limitrophes risqueraient alors d'être envahis par une foule d'éléments malfaisants et dangereux qui essaieront ensuite à travers la France⁸ »

Les craintes et estimations manifestées par l'ambassadeur français en Espagne s'avèrent être bien en dessous de la réalité en ce qui concerne l'importance de l'exode. Après la chute de la Catalogne, et en dépit des avertissements du lieutenant-colonel Morel en mars 1938,

Le camp d'Argelès, point de pivot

et du consul espagnol à Perpignan – qui avertit le préfet du département d'une possibilité d'exode massif – l'élaboration du camp d'Argelès se prépare au mois de mai 1938, suite à une demande d'Edouard Daladier, ministre de la Guerre, à Raoul Didkowsky, préfet des Pyrénées Orientales, sans pour autant allier cette projection à une construction. Quatre camps de 5000 places (Canet, Argelès, Saint-Cyprien et Matemale) étaient ainsi prévus. L'autorité militaire locale en avait dressé les plans et pris contacts avec des propriétaires de terrain. Albert Sarraut, ministre de l'intérieur du gouvernement, invoque qu'il ne voulait pas donner le sentiment « *de prendre publiquement position pour la défaite* » pas plus que « *d'exiter la population catalane à venir chez nous* ⁹. » Il avait cependant bien envoyé une circulaire confidentielle visant à l'accueil de ces populations, leur demandant explicitement de procéder « *aussi discrètement que possible, pour ne pas donner l'impression aux Espagnols que nous nous préparons à les recevoir, à un recensement des locaux, publics et privés, vacants dans leurs départements et qui pourraient être employés pour le logement des réfugiés.* ¹⁰ ».

Le 26 et 27 janvier, les conférences interministérielles décident de fermer la frontière. Seront autorisées à passer en France les personnes munies d'autorisations délivrées par les agents consulaires français. Elles refusent la demande du gouvernement espagnol de laisser entrer 150 000 personnes issues de la population civile évacuées de Barcelone. Seulement ce ne sont pas 150 000 personnes qui se sont enfuies à la chute de Barcelone, mais près du triple :

Une empreinte démographique manifeste

« L'armée n'a pas tenu. La débâcle soudaine est arrivée dans les conditions tragiques exposées au début de ce débat. La ruée folle s'est produite contre notre barrière. Elle était fermée. Il est exact que nous l'avons ouverte.^{10bis} » Le gouvernement décide d'ouvrir la frontière le 28 janvier au matin pour les civils seulement. Le procureur général de Montpellier, dépêché sur place écrit : «Aucune évaluation n'est possible.[...]Dans tous les sentiers de la montagne, des files d'hommes, de femmes, d'enfants descendent et attendent qu'on les admettent. ».



L'ÉMIGRATION ESPAGNOLE VERS LA FRANCE APRÈS LA CHUTE DE BARCELONE, 1939.



Catalogne



Territoire d'immigration

Le camp d'Argelès, point de pivot

Toutefois, les députés, les pouvoirs publics, la presse comme l'opinion publique restent très divisés sur l'accueil qui doit être fait aux réfugiés. A Gauche, on défend le droit d'asile, et l'on dénonce les conditions d'accueil et les mauvais traitements faits aux réfugiés. Des journaux comme *Le Populaire*, *L'Humanité* ou *Ce soir* parlent de « combattants de la liberté », des témoignages comme celui d'Antoine Miro rappellent : « de nombreux civils essayaient de nous soulager. Pour certains c'était un salut, une poignée de main, un mot amical. De jeunes femmes donnaient du pain aux enfants. D'autres distribuaient leurs vieux vêtements aux espagnols les plus dépenaillés. On nous tendait des bouteilles d'eau que nous buvions d'un trait. ¹¹ ».

A l'inverse, on constate aussi, et en plus grandes proportions, des réactions diamétralement opposées. Jean Ybarnégaray, ancien Croix-de-Feu¹² et député de Mauléon – dans les Pyrénées-Atlantiques jusqu'en 1942 – considère que l'ouverture de la frontière aux miliciens a introduit sur le sol français des milliers de « pillards, des incendiaires, des dynamiteurs, des assassins, des tortionnaires. ». Federica Montseny, ancien ministre de la santé du gouvernement républicain écrit « Le peuple nous contemplait en général avec inquiétude et hostilité. Nous portions le poids de tous les crimes qui nous avaient été attribués par la propagande franquiste. » Francisco Pons note le réflexe de méfiance des commerçants d'Argelès qui retirent en toute hâte leur marchandise des trottoirs¹³. D'autres journaux comme *Le jour*, *L'Epoque*, *Le Matin* font leur titres sur « les débris de l'armée rouge » ; « la tourbe internationale » ; « la lie des bas-fonds et des bagnes ¹⁴ ».

Une empreinte démographique manifeste

Dans ce contexte, très discordant voire même violent dans les réactions qu'il suscite, le ministère de l'Intérieur se confine donc sur des préoccupations d'ordre sécuritaire et se concentre sur son arsenal juridique. Le 14 février une première circulaire est transmise, motivée par la *Retirada*. Elle prescrit des mesures sanitaires visant à éviter les éventuelles contagions aux populations autochtones. La résidence des réfugiés est imposée, femmes et enfants à résidence dans les départements assignés, à l'exception des départements de Seine et Seine-et-Oise. Les hommes « *valides* » sont astreints à rester sur le département des Pyrénées-Orientales en vue de leurs internements dans les camps qui viennent d'y être aménagés.

La dimension traumatique de cet exode réside dans cette marche harassante vers la frontière, survolée par l'aviation franquiste, et dont l'aboutissement, ce pour quoi nombre d'entre ces réfugiés ont péri au cours de cette retraite apocalyptique, fut une frontière fermée, à laquelle il fallut encore attendre des jours sous une pluie hivernale avant que les longues rangées de Sénégalais, mitraillettes à la main ne reçoivent l'ordre de laisser entrer les réfugiés, scandés par des « Allez ! Allez ! ». Aurait-on mieux traité du bétail ? Geneviève Dreyfus Armand souligne « *Allez* n'était pas dit de façon bienveillante, mais de manière abrupte, avec l'incommensurable dédain que les inférieurs adoptent dans les moments où la force triomphe de la raison. *Allez, les hommes par ici, les femmes et les enfants par là.* »¹⁵

Le camp d'Argelès, point de pivot

Les réfugiés Républicains Espagnols ont passé la frontière physique et politique qui leur garantit, vis-à-vis du régime franquiste, une certaine sécurité. La France leur ouvre malgré elle la barrière de son sol. Il est à noter que de nombreux gestes individuels de solidarité clairsement ce consentement - plus que cet accueil - sur le territoire français. Mais les décisions prisent en faveur de considérations sécuritaires et économiques pondèrent lourdement cet asile accordé bien difficilement.ⁱⁱ

ⁱⁱ 1. Pierre Laborie, *L'Opinion française sous Vichy*, Paris, Seuil, 1990, pp. 132-133

2. Présent dans la culture politique française depuis la Constitution de 1793 dont l'article 120 indique que le peuple français « donne asile aux étrangers bannis de leur patrie pour la cause de la liberté. Il le refuse aux tyrans ».

3. L'évaluation faite par Javier Rubio, pour cette vague, est d'environ 160 000 personnes dans *La Emigración de la guerra civil de 1936-1939*, pp 57 et 106 ; Le ministère de l'Intérieur estime cette vague à environ 150 000 personnes (Archives du Ministère de l'Intérieur, Colonie Espagnole en France, rapport d'ensemble, 1952 : 89/31 MI 6

4. Sous-secrétaire d'État à la présidence du Conseil en 1936, il s'agit ici des Instructions du 27 septembre 1937.

5. 45 000, dont ¼ d'enfants, Javier Rubio, *La Emigración de la guerra civil de 1936-1939*, p65.

6. José Maria Borrás Llop, *Francia ante la guerra civil española, burguesía, interés nacional e interés de clase*, 1981, Centro de Investigaciones Sociológicas, Madrid.

7. Geneviève Dreyfus-Armand, *L'exil des Républicains Espagnols en France, de la Guerre Civile à la mort de Franco*, éditions Albin-Michel, 1999 . p.41 .

8. Lettre du 17 octobre 1936, Archives du Ministère des Affaires étrangères, série Europe 1918-1940, sous série Espagne, vol. 267, pp.225-230.

9. *Journal officiel, Débats parlementaires*, Chambre des Députés, séance du 14 mars 1939, p.956

10. Demande réfutée par le gouvernement Negrin, cf.9, p.954

11. Antoine Miro, *L'Exilé. Souvenirs d'un républicain espagnol*, Paris, éditions Galilée, 1976, p.137.

12. (1927-1936) ligue d'anciens combattants nationalistes français, dirigée par le colonel François de La Rocque.

13. Francisco Pons, *Barbelès à Argelès et autour d'autres camps*, Paris, L'Harmattan, 1993, p.18

14. Jean Marie Ginesta, *Les camps de réfugiés espagnols dans la presse française en 1939, Plages d'Exil, Les camps de réfugiés espagnols en France 1939*, Nanterre, B. D. I. C.-Hispanica, XX, 1989, p. 149-158.

15. Geneviève Dreyfus-Armand, *L'exil des Républicains Espagnols en France, de la Guerre Civile à la mort de Franco*, éditions Albin-Michel, 1999, p.52.

La défaite des Républicains, l'ouverture des camps

« A la fin de la guerre d'Espagne, j'étais à ce moment à l'artillerie de montagne ; je suis passé par Port Bou et je suis rentré en France. En rentrant, j'ai rendu les armes aux gendarmes et aux douaniers, ils nous ont dirigés sur une route que je ne connaissais pas, et à chaque embranchement, il y avait deux gendarmes qui nous indiquaient le chemin à prendre, avec un petit mot « Allez hop ! Allez hop ! » »

Si la frontière est ouverte au civil depuis le 28 janvier, ce n'est que le 6 février 1939 que gouvernement français l'ouvre aux militaires « *hommes jeunes et valides* », à condition qu'ils soient désarmés. Et si l'on a auparavant pris des dispositions pour éparpiller autant que possible femmes et enfants, il n'en sera pas de même pour cette catégorie de réfugiés. Assimilés globalement aux combattants de la République Espagnole, ils sont regroupés dans cinq camps proches de la frontière, tous situés dans les Pyrénées-Orientales : Argelès, Saint Cyprien, Barcarès, Arles-sur-Tech et Prats-de-Mollo. Leurs effectifs sont difficiles à estimer pour les premières semaines. Jean Ybarnégaray donne les chiffres suivants – sans être démenti pas le ministère de l'Intérieur² : 77 000 internés à Argelès, 90 000 à Saint-Cyprien, 13 000 à Barcarès, 46 000 à Arles-sur-tech et Prats-de-Mollo. Soit 226 000 internés. Les camps de concentration – terme utilisé à l'époque – d'Argelès-sur-Mer, et de Saint-Cyprien rassemblent donc dans les premières semaines quasiment deux tiers des internés.

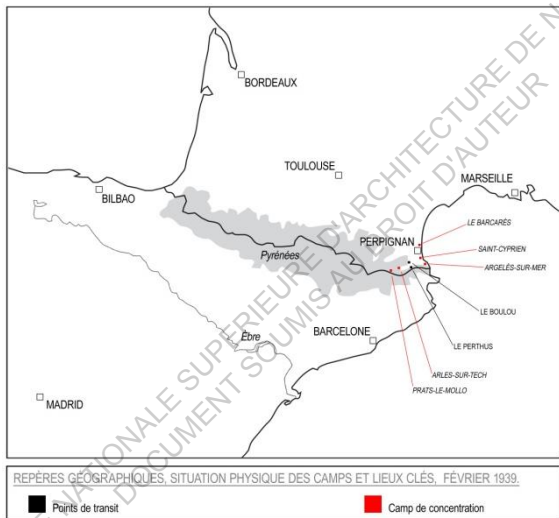
Le camp d'Argelès, point de pivot

La décision d'interner les hommes jeunes en provenance d'Espagne dans des camps installés près de la frontière a été prise par le gouvernement, sans une réelle concertation avec les responsables locaux. Pierre Izard, exploitant forestier à Argelès, réquisitionné pour créer le camp témoigne : « Un beau matin de février 1939, le maire m'appelle au téléphone. C'est urgent ! Il me présente le commandant de gardes mobiles Boutillon qui me déclare ex abrupto : *« nous attendons les espagnols qui fuient devant Franco. Nous devons construire un camp d'accueil sur la plage d'Argelès, clôturer, créer des baraquements. Vous êtes négociant en bois, adjoint au maire, officier de réserve. Vous êtes mon homme, au travail ! »* Il n'y avait que quelques fuyards sur la plage, la centaine de « charpentiers » qui m'avaient été attribués pour le travail et puis des blessés, de grands mutilés, des êtres à moignon qui se déplaçaient sans prothèses. Le commandant n'avait ni ordres précis, ni directives. On m'avait dit : *« Faites un camp, d'urgence ! »* mais la plupart de mes « charpentiers » n'avaient jamais tenu un marteau ! J'ai simplifié la construction au maximum : sur une légère charpente en chevrons, trois faces en voliges horizontales, un toit en tôle ; sur l'autre face, des roseaux coupés à proximité.³ ». La distance est grande entre les autorités et la réalité dont le précédent témoignage atteste. Albert Sarraut, lui, le définit début février en ces termes :

« Le camp d'Argelès-sur-Mer ne sera pas un lieu pénitentiaire mais un camp de concentration. Ce n'est pas la même chose. Les asilés qui y prendront séjour n'y resteront guère que le temps nécessaire pour préparer leur refoulement ou, sur leur option, leur libre passage au retour en Espagne ⁴ ».

Une empreinte démographique manifeste

Le camp, sur les terres marécageuses bordées par la mer, à Argelès, n'est rien d'autre qu'une plage divisée en rectangles d'un hectare chacun, entourés de barbelés, faits à la hâte, dans la plus grande improvisation. ⁱⁱⁱ.



ⁱⁱⁱ 1. Propos extrait du cahier de Ramon Sanjaume par Florence Astrié, prêt de la famille Aloyz-Darmian, Sadirac.

2. *Journal Officiel*, Débats, Chambre, 10 mars 1939, p.902.

3. Pierre Izard, *La petite histoire d'Argelès-sur-Mer*, Massana, Argelès, 1974.

4. *La Dépêche* du 2 février 1939, citée par Marie-Claude Rafaneau-Boj, *Odyssée pour la liberté. Les camps de prisonniers Espagnols, 1939-1945*, Paris, Desnoël, 1993, p.117.

Le camp d'Argelès, un point de pivot



Illustrations

3



4



Sources photos : « *La Guerre d'Espagne* », BERNARD MICHAL.
Edition FAMOT, Genève 1973, 1.Barcelone après la victoire de
Franco, 2.3.Sur le chemin de la *Retirada*, 4.Femmes à la frontière.

Le camp d'Argelès, un point de pivot



Caricature Josep Bartoli, extrait de *La Retirada* page 32

Illustrations



Vue aérienne de Barcelona, 17 mars 1938, Archives Militaires de l'Aéronautique Italienne, Rome



Photo Robert Capa, Barcelone sous les bombardements, 1937.

Le camp d'Argelès, un point de pivot



Cartes Postales Chauvin, Perpignan. Source : FOT 009917 le Boulou ; et 009914 dépôt d'armes au Perthus, Fondation Pablo Iglesias, février 1939.

Illustrations



Photo Albert-Louis Deschamps, Prisonniers à Montjuïc, 8 février 1939



Source : inconnue, crédit: D.R., le Perthus, 1939.

II. Le camp d'Argelès-sur-Mer

II. Le camp d'Argelès-sur-Mer

Un camp de l'urgence

« Les premiers jours, sur la plage d'Argelès, il n'y avait pas de barbelés mais un cordon de gendarmes mobiles pour les garder. Ils faisaient leur besoins dans la mer devant tout le monde en plein mois de janvier, durant un des hivers les plus froids du siècle. Plus de dignité, plus de pudeur, ils vivaient comme des animaux, creusaient des trous dans le sable pour s'enterrer et s'abriter du vent. C'était la fin du monde, la fin d'un monde. C'est inimaginable.¹ »

[Josep Bartoli]

En effet, sans directives, sans plans, Pierre Izard avait à peine eu le temps d'entreprendre la construction de quelques baraques – vite surpeuplées par les blessés – que la consigne de dresser poteaux et fil de fer barbelé est donnée. Il précise : « Au bout de trois jours, il y avait un premier "camp" entouré de poteaux portant du barbelé sur quatre rangées ou plus et contenant quelques baraques-infirmières. Un second camp le joutait, avec deux ou trois baraques, limité par des poteaux et une rangée de barbelés, un quatrième, un cinquième avec des poteaux plus ou moins espacés, et ainsi de suite². » Il n'y a ni eau, ni moyen d'hygiène élémentaire sur cette plage battue par les vents. La distribution de vivres est insuffisante, mal organisée. Le "camion du pain" vient une fois par jour, les soldats jettent directement depuis le haut de ce dernier les boules

de pain, ce qui ne manque pas de créer de véritables mêlées et un partage difficile à établir. Dans l'improvisation générale, on n'a pas adjoint au camp un comptable, ou un régisseur. Peu de temps après l'ouverture, le trésorier-payeur général refuse l'obtention de nouveaux crédits, ce qui entraîne l'amenuisement des denrées de base (pain, eau..) nécessaires à la survie des réfugiés³. Tout ceci ajoute encore au malaise, à l'humiliation des réfugiés, comprimés dans ce lieu, pourtant sur le sol français, patrie des droits de l'Homme. Une épidémie de dysenterie se répand, au même titre que la tuberculose, la typhoïde, le paludisme, la galle et les poux. Le médecin général Péloquin, qui visite le camp entre le 17 et le 19 février 1939, rapporte des cas de teigne, conjonctivite, irritation de la gorge et plaie cutanées à cause du sable et de la violence des vents. Il aborde aussi que le nombre des cas souffrant de déséquilibre mental lui a semblé inquiétant⁴. Seule non défaillance à ce camp : la surveillance militaire, le camp est gardé de toutes parts par divers corps de troupes et des gardes mobiles⁵.

A partir de cet espace de crise vont naître deux psychoses : l'une, interne au camp, vécue par les réfugiés, et l'autre, externe au camp, née de la méfiance des habitants du département, du climat politique général de plus en plus xénophobe. La première est très distinctement citée dans plusieurs témoignages par un mot - un néologisme - *arenitis*, qui désigne la peur du sable, *arena* signifiant sable en espagnol. « Il fallait s'occuper, être occupé par quelque chose, seule façon de ne pas tomber dans cette maladie obsessionnelle appelée d'un terme expressif la *arenitis*, la psychose des barbelés. Elle pouvait conduire à la folie même. S'accrocher à un espoir, si fragile fût-il, était vital.⁶ » Et comment ne pas sombrer dans la folie

Le camp d'Argelès-sur-Mer

lorsque tout manque ? Les membres du service d'ordre du camp ont reçu les consignes strictes visant à des règles de plus en plus prohibitives. Les activités politiques interdites, la lecture de journaux interdite, limitation maximale avec l'extérieur - sorties très rares, en général pour les corvées - l'administration des Postes ayant refusé de se charger de la transmission des correspondances⁷, c'est la police qui lit le courrier des réfugiés. La situation d'isolement est renforcée, et directement liée à la seconde psychose, celle de l'extérieur.

Il faut rappeler que déjà depuis avril 1938, le retour d'Édouard Daladier à la présidence du Conseil marquait un infléchissement très net dans la politique française relative aux étrangers. Reflet de la montée de la xénophobie, le ministère de l'Intérieur demande alors *« une action méthodique, énergique et prompte en vue de débarrasser notre pays des éléments indésirables trop nombreux qui y circulent⁸. »* Avant même l'exode des Républicains et les camps de concentration, le gouvernement ne plaide pas exactement dans le sens des valeurs dont se targue la France. Il n'est donc pas étonnant que face à la présence imposée et inopportune de tous ces réfugiés *“indésirables”* au sein d'un lieu, qui marque à ce moment-là le territoire et le paysage, on enregistre des plaintes émanant du simple particulier aux instances en charge du département, ainsi que le déballage de toutes sortes de rumeurs conduisant à d'autant plus de dureté à l'encontre des réfugiés. Enfin la presse contribue elle aussi largement à relayer cette psychose. On peut relever la succession d'événements suivants :

Le camp d'Argelès, point de pivot

- Dès le 19 février 1939, le maire d'Argelès réclame la suppression du camp situé sur le territoire de sa commune⁹, demande réitérée le 14 mars de la même année.

- Le 8 mai le Conseil des Pyrénées-Orientales adopte à l'unanimité la motion déposée par le socialiste Louis Noguères, député de l'arrondissement du Guéret, qui proteste face à « *la création des camps de concentration d'Argelès, de Saint-Cyprien et de Barcarès [qui] a été décidée par le gouvernement en dehors des représentants du département dont les avis, dès les premiers jours, ont été écartés*¹⁰. »

- Un magistrat de Céret affirme aux autorités préfectorales que la presque totalité des internés des camps d'Argelès et de Saint-Cyprien sont armés de pistolets et ont constitué dans le sable des stocks de grenades, informations qui conduiront le commissaire divisionnaire de Perpignan à la fouille minutieuse de chaque interné¹¹.

- Les camps, pour certaines localités voisines, sont des lieux de promenade dominicale pour les habitants -bien qu'il ait été interdit d'en approcher dans les premiers temps- qui vont constater si ces « rouges » ont une apparence aussi terrible qu'une certaine presse le dit¹².

- Le président du syndicat d'initiative d'Argelès claboude auprès du ministre de l'Intérieur que les habitants d'Argelès vont être privés du bon air « *pour la seule satisfaction d'Espagnols venus on ne sait d'où et on ne sait encore pourquoi* ¹³»

Le camp d'Argelès-sur-Mer

- En ce qui concerne la presse, précédemment évoquée, *Le Matin* du 30 janvier 1939 publie un article de Stéphane Laurant qui accuse les internés de « *pratiquer de manière honteuse le chantage à la pitié* », *L'Epoque*, par le biais de Louis-Gabriel Robinet fait quant à lui paraître le 12 février que « *L'inquiétude vient maintenant des camps de concentration où la haine de ceux que nous avons recueillis se retourne contre nous*¹⁴ » enfin *Gringoire* évoque le 16 février « *les miliciens mal surveillés dans les camps de concentration fictifs.* ».

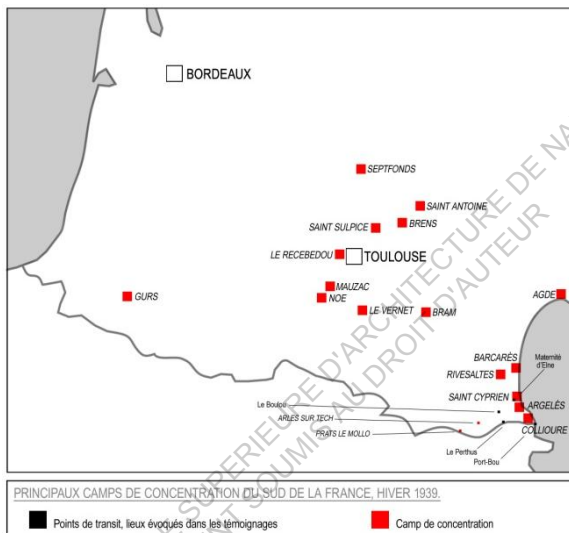
Toutefois, et de la même manière que pendant la Guerre Civile ou à l'arrivée des réfugiés de la Retirada, des voix s'élèvent pour dénoncer la misère et l'horreur des conditions dans lesquelles sont détenus les Espagnols. Ainsi entre autres actions en faveur des réfugiés, *L'humanité* évoque fréquemment l'existence des camps et le dénuement des internés. A partir du 16 février 1939, au lendemain d'une enquête menée par plusieurs parlementaires communistes, le journal intensifie sa campagne, réclame des vivres et des médicaments. Le député André Marty, organisateurs des Brigades Internationales, demande la démission du préfet des Pyrénées-Orientales, Raoul Didkowsky, pour avoir porté atteinte à la dignité de la personne humaine et à l'honneur de la France¹⁵. D'autre part des mouvements d'amitié franco-espagnole se constituent à travers toute la France jusqu'à l'Assemblée Nationale où les députés radicaux Forcinal et de Tesson créent le Groupe franco-espagnol du Parlement. Egalement, Louis Noguères s'insurge :

Le camp d'Argelès, point de pivot

« Si Hitler venait par ici, il reconnaîtrait qu'il n'a pas mieux fait dans l'art de contraindre des masses d'hommes à des règles, honteuses au XXème siècle, de vie. De vie... ou de mort ! [...] Vraiment, on n'aurait pas agi autrement si l'on voulait lasser, par des traitements indignes, la patience de tous ces hommes et les obliger ainsi à opter pour le régime qu'ils ont combattu¹⁶. »

Si les termes administratifs qualifiants les camps d'internement du sud de la France¹⁷ ont pour terminologie officielle « centres d'accueil » ou encore « centres d'hébergement »- à partir du dernier trimestre 1939 car en février et mars de la même année tous les documents et rapport mentionnent bien des « camps de concentration » -, ou plus fréquemment dans la presse et à la tribune de l'Assemblée cette même terminologie de « camps de concentration », c'est sur le terme de Vladimir Pozner, qualifiant le camp d'Argelès après sa visite fin février 1939, qui est peut-être le plus proche de la réalité : « C'était un camp d'hommes ». Un camp où il n'y avait que des hommes, du sable et des barbelés. Un camp où l'existence a du mal à trouver sa place mais qui n'est pas complètement passé sous silence. La responsabilité du gouvernement ayant été mise en cause, il va donc ouvrir d'autres camps au cours de l'hiver 1939 : Agde, Bram et Septfonds, puis un camp plus important dans les Pyrénées-Atlantiques, le camp de Gurs. ^{iv}

Le camp d'Argelès-sur-Mer



*Carte d'après: Lieux d'internement en zone sud, septembre 1939- juin 1940 carte Monique Morales, dans l'ouvrage de Patrick Pentsch in J. Grandjonn et Theresia Grundtner : Zone d'ombres, Alinea, 1990

Le camp d'Argelès, point de pivot

-
- iv
1. Josep Bartoli, *La Retirada, exode et exil des Républicains d'Espagne*, Actes sud, 2009, p.41
 2. Pierre Izard, *Argelés-sur-Mer, l'exode espagnol, Plages d'exil*, pp. 213-218
 3. Anne Grynberg, *Les camps de la honte, les internés juifs des camps français 1939-1944*, éditions la découverte/ textes à l'appui, 1991. p.43.
 4. *Rapport Péloquin*, Archives Départementales Pyrénées-Orientales, 109 W 339
 5. Des militaires français comme les gardes mobiles, les gendarmes départementaux de la troupe, mais aussi des spahis et des tirailleurs sénégalais.
 6. Francisco Pons, *Barbelés à Argelès et autour d'autres camps*, p.57
 7. AD Aude(Carcassonne), Dossier 6 m 165, rapport du 15 mai 1939.
 8. cité par Pierre Laborie, *L'Opinion française sous Vichy*, Paris, Seuil, 1990, p.126
 9. Registre des délibérations du conseil municipal d'Argelès-sur-Mer, le 19 février 1939, Archives municipales/Exode espagnol.
 10. Registre des délibérations du Conseil Général des Pyrénées-Orientales, Première session ordinaire de 1939, séance du 8 mars 1939. AD Pyrénées-Orientales, 38 W 166.
 11. David Wingeate Pike, *Les Français et la guerre d'Espagne, 1936-1939*, PUF/Publications de la Sorbonne, Paris, 1975, p.383
 12. Geneviève Dreyfus-Armand, *L'exil des Républicains Espagnols en France, de la Guerre Civile à la mort de Franco*, éditions Albin-Michel, 1999. p.70
 13. Bernard Vincent, *Histoire de propriétaires, Plages d'exil*, p.143
 14. Jean-Marie Ginesta, *Les camps de réfugiés espagnols dans la presse française de 1939, Plages d'exil, Les camps de réfugiés espagnols en France, 1939*, BDIC-Centre universitaire de Nanterre/Hispanica XX-Université de Bourgogne, 1989, pp. 149-159
 15. Anne Grynberg, *Les camps de la honte, les internés juifs des camps français 1939-1944*, éditions la découverte/ textes à l'appui, 1991. p.47
 16. Louis Noguères, *Mieux que chez Hitler. Réfugiés politiques ou prisonniers de guerre*, le Socialiste, 17 février 1939.
 17. Leur direction incombe au général Ménard, nommé mesures concernant l'accueil des réfugiés espagnols » sur décision du Conseil des ministres du 23 février 1939. D'autre part ils dépendent de l'autorité des préfets départementaux chargés d'assumer l'entretien et le ravitaillement.

Un point de pivot complexe, d'Argelès à Mauthausen

« Les lits étaient de paille sur le sol même. La fatigue nous a bien fait dormir. Le matin suivant ils nous ont dirigés vers Argelès-plage, où il y avait déjà beaucoup de monde de l'Armée Républicaine espagnole. Le campement était entouré de fil barbelé. Ils nous ont laissés là, surveillés par l'Armée française et les gendarmes. Ils ne pouvaient pas nous contrôler, ils nous ont amenés au camp « des catalans » comme on disait, à Agde, où il y avait déjà des baraques faites de planchers de bois, de tôle et de [?]. Chacune portait un numéro suivi d'une lettre. Là, ils pouvaient nous contrôler pour connaître exactement le nombre de personnes. Là nous avions tous le même repas que nous allions chercher dans un récipient à anses pour quatre ou six hommes. On est resté quelques jours et c'était ennuyeux car nous ne faisons rien.¹ »

La vie au camp d'Argelès peut se scinder en trois temps. Le premier étant la phase d'installation, qui couvre les mois de février 1939 à juin de la même année, une sorte de période probatoire, le camp n'était alors considéré que provisoire. D'un point de vue architectural, le camp se compose de barbelés, de tentes marabouts, de cabanes faites par les réfugiés, ainsi que de quelques aménagements pour la garde jusqu'à mars 1939. Les premières "vraies" baraques ne seront construites qu'au printemps. Les différents îlots sont militaires, par corps d'armes, auxquels s'adjoint un grand camp pour les civils.

Le camp d'Argelès, point de pivot

La seconde commence avec l'entrée en guerre de la France et s'étendra jusqu'à septembre 1940 où il devient un camp "définitif". C'est aussi pendant cette période qu'il deviendra un camp « mixte » n'accueillant plus seulement les réfugiés espagnols mais aussi des Juifs et des Tziganes. On note pendant cette période la phase de réouverture du camp après sa remise en état, septembre-octobre 1939. Avec la guerre, le camp compte de nouveaux arrivants et par conséquent de nouveaux îlots - femmes, travailleurs étrangers, internationaux - de même on voit se former de nouveaux aménagements - à titre d'exemple un hôpital est mis en place - enfin les mois de mai et juin de l'année suivante voient la mise en place des îlots tziganes et juifs.

Le dernier temps peut être défini du 15 novembre 1940 jusqu'à juillet 1941, le camp relève alors complètement de l'administration civile - changement de gestion du Ministère de la Guerre à celui de l'Intérieur - le camp de concentration devient officiellement « camp d'hébergement ». Il subit un second réaménagement après les inondations du 16 octobre 1940 qui ont tout dévasté sur leur passage. Durant l'hiver 1941 s'annonce la fin du camp alors que les baraquements tombent en ruine. Bien qu'en juillet 1941 les autorités nationales et départementales sont d'accord pour « *une suppression aussi rapide que possible du camp d'Argelès* »² sa mission d'hébergement se poursuivra jusqu'à ce qu'il soit cédé, après avril 1942, aux Chantiers de Jeunesse³. Enfin la destruction du camp - en parti pillé par les habitants du secteur - se fera après que les Allemands aient récupéré certaines installations transférées en Allemagne.⁴

Le camp d'Argelès-sur-Mer

Au sein des quatorze hectares que comprend le camp⁵, - et non les cinquante qu'évalue le rapport de gendarmerie - la vie, passée l'arrivée massive et chaotique, tendra peu à peu à s'autoréguler. Le camp aborde alors une phase de réelle mise en place. La nécessité de sortir du camp - pour échapper à l'*arenitis* - va sans doute motiver nombre des réfugiés à intégrer les équipes de volontaires - simplement gratifiés d'une ration supplémentaire - pour les nombreuses tâches à accomplir. Le camp d'Argelès va alors se diviser en deux secteurs, un civil et un militaire, artisans espagnols, menuisiers, charpentiers et manutentionnaires vont aménager la plage préalablement nettoyée. Des toilettes en bois sont construites au bord de la mer, l'eau potable est apportée dans des bidons et des cuves. Les médecins espagnols, sous contrôle français, veillent sur les blessés et malades⁶, subventionnés par le SERE, *Servicio de Evaluacion de los Republicanos Españoles*. Une partie des réfugiés est redirigée sur les camps voisins comme Agde - aussi appelé le camp des Catalans - Bram dans l'Aude et dès février, Vernet-les-bains et Rivesaltes dans les Pyrénées-Orientales. Le camp de Judes à Septfond dans le Tarn-et-Garonne est réservé aux ouvriers spécialisés. Les réfugiés seront même autorisés à quitter le camp si la personne qui souhaite les héberger en fait une demande écrite approuvée par le préfet du département d'accueil et celui des Pyrénées-Orientales⁷.

Les effectifs des camps connaissent des variations considérables, d'autant que les réfugiés ont eux aussi cette préoccupation majeure de sortir de l'état d'enfermement qui est le leur. Quatre options s'offrent à eux :

Le camp d'Argelès, point de pivot

1. le retour, pour ceux qui ne pensent pas être concernés, lorsqu'ils ne l'ignorent pas, par la loi promulguée par Franco le 9 février 1939, aimable disposition rétroactive dite « des responsabilités politiques » et dont Albert Sarraut assure que *« tant que nous ne serons pas certains qu'ils ne seront pas voués à des représailles, nous n'avons pas le droit de les livrer de force [...] la France ne saurait envisager de se faire la pourvoyeuse des poteaux d'exectutio⁸. »*. Hypocrisie notable puisque des pressions sont constamment exercées sur les espagnols : *« tout était bon pour nous faire prendre le chemin de la frontière⁹ »* en atteste Mariano Constante, entre autres témoignages. C'était également une mesure de rétorsion, comme pour le 11 juillet 1940, à Argelès, en cas de délit – en l'occurrence des pierres ont été lancées sur le service de surveillance, 45 réfugiés sont reconduits à la frontière à titre d'exemple¹⁰ – ou plus simplement une pratique de tromperie de la part des autorités françaises qui font croire aux femmes que leurs maris sont rentrés en Espagne, comme c'est le cas de Mathilde, qui repart enceinte, avec son fils, dans son village d'origine avant de s'apercevoir qu'elle a été trompée. Elle ne retrouvera son mari qu'en 1947, ironiquement, en retraversant la frontière vers la France¹¹.

2. L'émigration vers un second pays. Elle s'adresse surtout à ceux qui ont les relations et appuis nécessaires, essentiellement vers l'Amérique Latine et le Mexique. Il s'agira en tout de 15 000 personnes, pour beaucoup des intellectuels¹². C'est une réémigration sélective, puisque sous contrôle du SERE, autorisés à recenser les réfugiés désireux de se rendre au Mexique¹³. Il parvient même à imposer des quotas en fonction de l'appartenance politique ou syndicale. Un second

Le camp d'Argelès-sur-Mer

organisme responsable de l'émigration, la JARE – *Junta de Auxilio a los Republicanos Españoles* – sera constitué en juillet 1939 par l'aile modérée du PSOE – *Partido Socialista Obrero Español* – autour de l'ancien ministre de la défense de Juan Négrin¹⁴, Indalecio Prieto. Organisme qui, contrairement au SERE, ne sera pas dissous après la signature du Pacte Germano-Soviétique¹⁵.

3. Le travail à l'extérieur du camp. Pour ceux qui ne veulent ou ne peuvent pas quitter l'Europe, mais qui sont aptes à travailler. Avec la déclaration de guerre, le gouvernement français voit tout à coup dans le « rouge espagnol » un soldat potentiel. On prévoit un statut spécial, celui de prestataire, dans le but évident de solliciter leur contribution au pays. Cela se traduit par la mise en place de la CTE – Compagnie de Travailleurs Etrangers – et plus tard, sous le régime de Vichy, par les GTE – Groupement de Travailleurs Etrangers – qui y voyait là le double intérêt de se débarrasser « *des forces de l'anti-France* », pour ne citer que Philippe Pétain, et de profiter de cette main d'œuvre bon marché. D'ailleurs les Allemands aussi ont très vite compris l'intérêt de ces GTE, qui serviront largement de réservoir à ces derniers pour les chantiers de l'Atlantique de l'Organisation Todt. Au printemps 1940, les espagnols faits prisonniers sur le front français furent conduits en Autriche, au camp de Mauthausen, où la plupart périrent¹⁶.

4. L'engagement dans la Légion étrangère ou les régiments de marche des volontaires étrangers. Mais la propagande française en faveur des légions étrangères ne rencontre qu'un succès relatif, étant assimilée par les réfugiés au Tercio franquiste.

Le camp d'Argelès, point de pivot

Au fur et à mesure, les camps se vident, selon les données officielles 173 000 à mi-juin 1939¹⁷, 35 000 à 80 000 fin décembre 1939¹⁸, 30 000 avril 1940¹⁹. Un autre évènement politique vient marquer la question des réfugiés en 1939. Dans le cadre de la reconnaissance du gouvernement franquiste par la France, l'enjeu des rapatriements tant souhaités par cette dernière va devenir un moyen de pression pour les autorités du Caudillo.

Lors des négociations des accords Berard-Jordana - visant en termes diplomatiques l'obtention de la neutralité espagnole en reconnaissance de la légitimité de Franco sur l'Espagne, très importants pour la France qui veut à tout prix éviter un " troisième front " - le gouvernement de Burgos ferme la frontière d'Irun aux rapatriements de réfugiés au rythme des restitutions de biens - en France depuis la Guerre Civile - prévues par lesdits accords. Restitutions d'autant contrariée depuis que l'Espagne franquiste a signé un pacte d'amitié avec l'Allemagne hitlérienne. Le 25 février 1939, Léon Berard, sénateur des Basses-Pyrénées et le général comte Jordana, ministre des affaires étrangères du gouvernement de Burgos signent les accords du même nom, ils seront les seuls à définir la politique adoptée entre les pays signataires jusqu'en 1960.

« Le gouvernement français adoptera en particulier les mesures nécessaires pour interdire, à la proximité de la frontière, toute action des Espagnols qui serait contraire à la déclaration antérieure ²⁰»

Le camp d'Argelès-sur-Mer

Durant l'année 1939, les réfugiés restés au camp sont pourtant les acteurs d'une expression culturelle significative. C'est la seule occupation collective autorisée, initiée par les enseignants, étudiants et artistes qui se retrouvent dans les camps aux côtés de milliers de soldats. Dans le camp d'Argelès, le *Boletín de los estudiantes* affirme son affiliation au régime républicain :

« Etudiants du camp d'Argelès-sur-Mer, nous continuons notre tâche de divulgation de la culture que nous avons commencée en Espagne, quand la Barraca et nos Missions paysannes apportait l'art dans tous nos villages de Castille et d'Espagne. »

Le travail constructif réalisé par la République espagnole pendant les huit années dans le domaine de l'Instruction publique a été totalement anéanti par le gouvernement de Burgos... Ce sont eux, l'anti-culture. Ils ne sont pas l'Espagne. C'est nous qui sommes l'Espagne²¹. »

Cette « presse des sables » a éclos dans de nombreux camps français et en Algérie, notamment à Argelès les principaux animateurs en sont de jeunes diplômés de l'Ecole Normale de Valence, Antonio Gardo Cantero, Miguel Monzo et Miguel Orts.²² Ces quelques exemplaires, incroyablement parvenus jusqu'à nous, sont délibérément dénués de toute critique directe en rapport aux conditions de vie dans les camps, mais laissent transparaître beaucoup d'humour afin de déjouer la censure. Les bulletins de *La Barraca* et *Desde el Rosselon* comportent nombre de créations poétiques et plastiques qui décrivent la douleur de l'exil : *« le sable m'a pénétré corps et âme. Et j'ai envie de pleurer, pleurer, afin de sécher l'encre avec laquelle j'écris. Parce que je vais pleurer du sable. »* Des expositions de dessins sont organisées dans la

Le camp d'Argelès, point de pivot

“baraque de la culture”, des récitals de poésie sont prévus chaque soir dans les “*rincones de cultura*”. Quelques livres y sont même réalisés : recueils de caricatures et de poèmes, édition manuscrite.

Lorsque le 3 septembre 1939, la France entre dans la Seconde Guerre Mondiale, l’oscillation des Pouvoirs Publics quant au sort des réfugiés, à savoir entre les renvois à l’extérieur du territoire - pour minimiser les frais occasionnés par leur prise en charge - et l’utilisation comme main d’œuvre ou force combattante, va cesser et pencher logiquement vers la seconde option.

Fin avril 1940, l’Armée dresse un bilan :

« Les 104 000 ex-miliciens espagnols réfugiés en France ont tous été astreints au service des prestations.
 . 55 000 ont été organisés en compagnie de travailleurs ;
 . 40 000 ont été directement placés par le ministère du Travail dans l’industrie ou dans l’agriculture ;
 . 6 000 se sont engagés dans la Légion ou aux RMVE
 . 3 000 inaptes à tout travail ont été maintenus dans les camps.²³»

A partir du 22 juin 1940, à la signature de l’Armistice qui inféode donc la partie nord de la France à l’Allemagne nazie, la précarité du sort des réfugiés va s’accroître. En effet, ici commencent les pillages humains. Dès fin mai 1940, le ministère de la Défense signale que des Espagnols employés par les armées dans le nord de la France circulent dans l’agglomération parisienne ; l’ordre est donné de les rassembler au stade Jean Boin et de les diriger ensuite vers le camp d’Argelès²⁴. De toute évidence on fait se replier les

Le camp d'Argelès-sur-Mer

hommes en zone non-occupée afin d'éviter qu'ils soient faits prisonniers.

« Les combattants rouges d'Espagne de nationalité étrangère et également les Espagnols qui ont été internés dans les Etats ennemis – surtout dans la France occupée – ou qui ont été activement engagés contre l'Allemagne et ont été faits prisonniers par les Allemands sont – sur ordre du Führer – dépossédés du statut de prisonniers de guerre et remis à la Police secrète d'Etat²⁵.

[...] Ceux à qui le statut a été enlevé doivent, sur la demande des services compétents de la Wehrmacht, être remis aux postes de la Police d'Etat et, selon les termes du dossier IV C 2 du Service de Sécurité du Reich, remis dans le camp de concentration prescrit²⁶. »

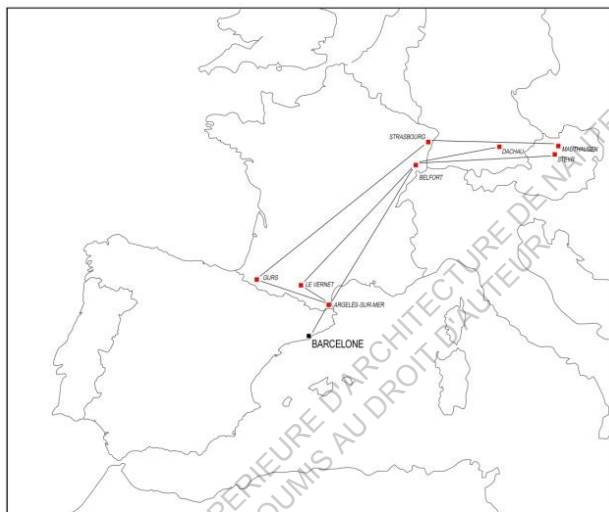
Lorsqu'ils sont arrêtés, ces prisonniers, non assimilés aux soldats de l'armée régulière, sont déportés en Allemagne dans les camps de concentration. Les républicains espagnols sont ainsi les premiers déportés du territoire français. Après avoir passé quelques temps dans les stalags²⁷ à Strasbourg, Belfort ou en Allemagne, les prisonniers sont déportés, dès l'été 1940 et tout au long de l'année 1941 dans des camps allemands et notamment vers Mauthausen. Environ 7 200 Républicains espagnols y seront envoyés à l'exploitation des carrières de granit, et beaucoup y mourront. Compte tenu des conditions de travail extrêmement pénibles, des privations, des brimades, 5 000 Espagnols perdent la vie sur l'ensemble concentrationnaire de Mauthausen²⁸.

Jusqu'à l'automne 1940, les camps d'internement français ont dépendu du ministère de la Défense et de la Guerre, le 17 novembre 1940, le

Le camp d'Argelès, point de pivot

gouvernement de Vichy promulguera une loi qui transfère cette responsabilité au ministère de l'Intérieur, qui pondèrera les préfets d'autant plus de pouvoirs sur ces lieux. Enfin les Allemands, à partir de septembre 1940, décident sous l'Occupation de tirer profit des camps français et notamment ceux du sud de la France où étaient, sont et ont été renvoyés les Espagnols. De Barcelone à la frontière, de la frontière à Argelès, puis au gré des organismes CTE, GTE qui serviront ensuite aux pouvoirs allemands, pour finir enfin sous le triste titre officiel de *Rotsparnier* à Mauthausen, les combattants de la Liberté ont péri sur un champ de bataille qui va de l'Espagne à l'Autriche, de Franco à Hitler. Certains ont connu un exil double, très longtemps les familles sont restées séparées le regroupement étant extrêmement délicat, d'autres, enfuis des camps sont restés France, intégrant la résistance, pensant qu'en libérant la France ils libèreraient ensuite l'Espagne. Le plus souvent ils y sont restés - une grande partie près de Toulouse -, car à la Libération le Caudillo n'a pas été destitué de ses fonctions. Les survivants de toutes ces épreuves ont du porter cette mémoire, et comment faire mémoire lorsque l'on a pour tout héritage l'exil ?^v

Le camp d'Argelès-sur-Mer



GÉOGRAPHIE (SIMPLIFIÉE) DE LA DÉPORTATION DES RÉPUBLICAINS ESPAGNOLS DE 1939 À 1942.



Point de départ



Camp de concentration

^v 1. Extrait du cahier de Ramon Sanjaume, Famille Aloyz-Darmian, Sadirac.

2. Archives Départementales des Pyrénées-Orientales, 2M161/3, document 957, Courrier du conseiller d'Etat pour la police au préfet des Pyrénées-Orientales. 18 juillet 1941

3. A.D. P-O. 2M161/3, document 623. Courrier du conseiller d'Etat pour la police au préfet des P-O, 27 avril 1942.

NB : L'armistice du 22 juin 1940 ayant supprimé le service militaire obligatoire, les chantiers de jeunesse furent créés comme une sorte de substitut le 30 juillet 1940.

Le camp d'Argelès, point de pivot

-
4. Correspondance avec Grégory Tuban, Historien et co-auteur du livre *Camp d'Argelers, 1939-1942*, Cossetània Edicions, 2001.
 5. José Montero, Argelès-sur-Mer 1939-1999, de la création d'un camp à la commémoration d'un évènement. Mémoire de maîtrise, Université Paris X – Nanterre. Département d'études Ibériques et Ibérico-Américaines. Année 1999-2000
 - NB : le périmètre du camp s'étend sur 550m de long et 260 de large.
 - 6-7. Denis Peschanski,, *La France des camps, L'internement 1938-1946*, Gallimard, 2002, p.132
 8. *Journal officiel, Débats parlementaires. Chambre des députés*, séance du 14 mars 1939, p.957.
 9. Mariano Constante, *Les Années rouges, De Guernica A Mauthausen*, mercure de France, 1971, p.139
 10. Serge Barba, *De la frontière aux barbelés, les chemins de la Retirada 1939*, Editions Trabucaire, 2009. p. 164
 11. Isabel Fernandez, Pauline ou l'histoire d'une intégration. De Madrid à Mazamet, Mazamet, Sud 81, 1997. p.33
 12. Denis Rolland, *Extradition ou réémigration ? Les vases communicants de la gestion xénophobe des réfugiés espagnols en France*, Exils et migration. Italiens et Espagnols en France, 1938-1946, pp.47-49 et Javier Rubio, *La emigración de la guerra civil de 1936-1939*, pp. 170-199.
 13. Décret du 4 mai 1939 (Archives Nationales, F7 15172)
 14. de 1937 à 1945, il fut chef du gouvernement de la Seconde République espagnole, puis du gouvernement en exil.
 15. Clause de non-agression du pacte. Le traité proclamait un renoncement au conflit entre les deux pays, ainsi qu'une position de neutralité dans le cas où l'un des deux pays signataires serait attaqué par une tierce partie. Chaque signataire promit de ne pas rassembler de forces qui seraient « directement ou indirectement dirigées contre l'autre partie », ce qui a eu pour effet la dissolution de nombre d'organisations communistes ou suspectées de l'être.
 16. *Républicains espagnols en midi Pyrénées, Exil, Histoire et Mémoire*, Presse Universitaire du Mirail, édition revue et augmentée, 2005. p.129
 17. Note du président du Conseil, ministre de la Défense Nationale, 15 juin 1939 (Archives du Ministère des Affaires Etrangères, série Europe 1918-1940, sous série Espagne, vol. 189, pp.95-99)
 18. Note diplomatique du 30 décembre 1939 (AMAE, ibid., p. 220) et note du 22 décembre dans le dossier SERE (Archives Nationales, F7 14 721)
 19. AMAE, série Vichy-Europe, sous-série Espagne, vol.275, pp. 19-20.
 20. www.doc.diplomatie.gouv.fr/BASIS/pacte/webext/bilat/DDD/19390012.pdf
 21. *Boletín de los estudiantes* (Federación Universitaria Española), Argelès, 17 avril 1939 et 18 mai 1939.
 22. Geneviève Dreyfus-Armand, *L'exil des Républicains Espagnols en France, de la Guerre Civile à la mort de Franco*, éditions Albin-Michel, 1999. p.90
 23. Note sur l'utilisation des étrangers, état major de l'armée, premier bureau, 25 avril 1940.
 24. Service Historique de l'Armée de Terre, 7N 2475/2
 25. La Geheime Staatspolizei, la Gestapo.
 26. Lettre du chef de la police de sécurité, Berlin, 25 septembre 1940 (Archives Nationales, 40 AJ 547 / 7)
 27. Stalag, abréviation de Stammlager elle-même l'abréviation de Mannschaftsstamm- und Straflager, « camp ordinaire de prisonniers militaires » réservé aux soldats et sous-officiers.
 28. Selon l'historien français Emile Temime - spécialiste de la migration des populations du Bassin méditerranéen – 4 761 Espagnols ont été exterminés à Mauthausen, Gusen et camps annexes.

Une empreinte protéique

« J'ai découvert par hasard au détour 'une conversation familiale que la plage de mon enfance était l'ancien camp de mon père et de mon oncle. Ce fut un choc, j'ai enfin compris leurs silences, sur le tard, dans les années 1970. Je ne savais rien de leur vie dans les camps de concentration, le sujet était tabou¹. »

La situation de silence que décrit ici Josep Bartoli n'est pas unique. Si la Guerre Civile espagnole a suscité une abondante bibliographie, la conséquence humaine, l'exil républicain, n'a été étudié que très tardivement. L'historiographie sous contrôle franquiste n'a pu longtemps s'intéresser à ces exclus, tandis qu'en France ces phénomènes n'étaient pas les préoccupations premières des historiens. C'est en outre un événement récent à l'échelle de l'Histoire, et dont les raisons qui l'ont provoquées n'ont disparu qu'il y a une trentaine d'années. Dans les années 1980, le bilan historiographique relatif à l'étude de l'Espagne contemporaine met en exergue qu'à l'exception de l'historien Javier Rubio « l'on a la plus grande difficulté à lancer des études sérieuses sur la question, ceci aussi bien du côté français que du côté espagnol². » Ce n'est véritablement qu'à partir des années 1960 que des publications paraissent, émanant de responsables politiques, syndicaux, écrivains ou acteurs anonymes des événements.

Le camp d'Argelès, point de pivot

C'est au travers de ces témoignages portant sur l'exil, les camps d'internements en France et en Algérie, évoquant aussi la déportation en Allemagne – comme pour *le Grand Voyage*, de Jorge Semprun publié chez Gallimard en 1963 – ou sur la période de la Seconde Guerre Mondiale – *Le Triangle Bleu. Les républicains espagnols à Mauthausen*, de Mariano Constante et Manuel Razola, publié en français chez Gallimard, *Los Olvidados*, d'Antonio Vilanova publié à Paris en espagnol par les éditions Ruedo ibérico, tous deux en 1969 – que cette histoire collective surgit peu à peu.

Les premières études historiques quant à elles coïncident avec la fin du franquisme, à la fin des années 1970, sont d'origines espagnoles et paraissent en France et en Espagne. Plus nombreuses seront les publications à partir des années 1980-90, avec *Exodos*, recueil de témoignages sur l'exil républicain en France de 1939 à 1945, à l'initiative d'Antonio Soriano³, *Plages d'Exil*, axé sur l'étude des activités de culture entreprises dans les camps⁴. Aussi la presse et les médias ont été porteurs d'images pour notre époque dans une certaine mesure, puisque toujours en lien avec les années de dictature espagnole, et les accords Berard-Jordana, la période 1939-1960 a été marquée par cette interdiction de publication de l'exil espagnol. Les photos sont toutefois parvenues jusqu'à nous par le biais de journaux tels que *L'Indépendant*, ou encore les clichés d'époque de Manuel Moros, Enrique Tapia ou Robert Capa. Une production cinématographique abondante côté républicain ou sympathisants a été réalisée. On peut citer parmi cette production *Un peuple attend* de J.P Le Chanois en 1939, interdit en France bien sûr mais projeté aux Etats-Unis, qui traite des camps et particulièrement de celui

Le camp d'Argelès-sur-Mer

d'Argelès, et *"No Pasaran, album souvenir"* de Henri François Imbert, sorti en France en 2003.

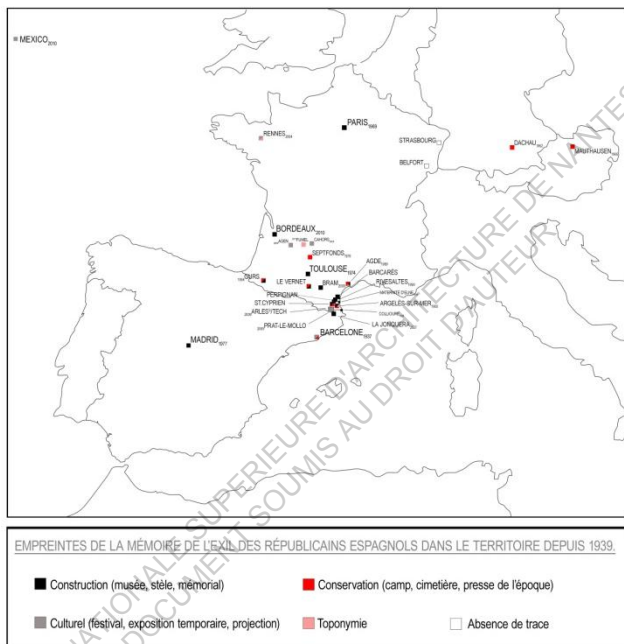
Les premiers musées et expositions sur cet exil sont eux aussi apparus dans les années 1970. Ainsi, bien que créée en 1926, la Fondation Pablo Iglesias à Madrid renaît sous sa forme actuelle en 1977, inaugurée par les principaux leaders socialistes de l'époque, Willy Brandt, Bruno Kreisky et Olof Palme. L'histoire du Musée de la Résistance et de la Déportation à Toulouse commence en 1974 lorsque des Médailleurs et Combattants Volontaires de la Résistance décident de louer un petit local pour entreposer leurs documents et matériel, pour finir le 19 Août 1994, date à laquelle le Musée ouvrira ses portes. Enfin, le 15 décembre 2007 le MUME, Musée et Mémorial de l'exil de La Jonquera, est inauguré. Il se situe sur la frontière mais côté espagnol - au niveau du Perthus - en Catalogne.

On retrouve depuis plus récemment une pléiade de diffusions, grâce à internet, blogs et sites participant à la transmission de cette mémoire, et bien que souvent leur qualité dépende de leurs auteurs, c'est aussi un outil dont se sont emparés les associations de préservation de la mémoire, telles que la FFREEE – Fils et Filles des Républicains Espagnols et Enfants de l'Exil – côté français, ou encore "Fills i néts de l'exili republicà, mexicans a Catalunya" au sujet des catalans réémigrés au Mexique. Des manifestations culturelles telles que « Le Festival des Mémoires » ou encore le « Festival TransMéditerranée » abordent ces thèmes.

Le camp d'Argelès, point de pivot

Les empreintes physiques si nécessaires à la mémoire et à la transmission existent bel et bien, malgré l'attente qu'elles ont suscitée. Emmanuel Filhol nous rappelle « *Pas de mémoire sans inscriptions. D'où la valeur accordée depuis longtemps aux monuments et aux stèles qui constituent l'un de ses supports symbolique privilégiés⁶* ». Un monolithe est érigé en 1999 à Argelès-sur-Mer, sur le chemin de la plage, à la mémoire des réfugiés républicains du camp de 1939. Egalement, la route qui mène à la plage le long de laquelle se trouvait le camp, passe devant le Cimetière des Espagnols. Il comporte une stèle dédiée aux 216 morts enregistrés au camp - notamment durant l'Aiguat du 16 octobre 1940, phénomène de pluies diluviennes qui a entraîné une crue dévastatrice des eaux de la Massane et du Tech, emportant les fragiles baraquements de planche, toile goudronnée et tôle ondulée que comportait le site. Le terrain du cimetière, trouvé à l'époque par le maire, Frédéric Trescases, n'est pas le lieu où sont enterrées les premières victimes du camp - dans la fosse commune du village - la stèle est érigée sur commande de M. Goldberg à la mémoire de son frère et de ses compagnons, dans les années 1950^{vi}

Le camp d'Argelès-sur-Mer



^{vi} 1. Josep Bartoli, *La Retirada, Exode et Exil des Républicains d'Espagne*, Actes Sud, 2009, p.39.

2. Emile Temime, « Bilan et lacunes des recherches récentes sur l'histoire espagnole du XXe siècle en France et en Espagne », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 3-4, juillet 1985, p.13

3. Antonio Soriano, *Exodos. Historia oral del exilio republicano en Francia, 1939-1945*, Barcelona, Critica, 1989, 251p.

Le camp d'Argelès, point de pivot

4. *Plages d'exil, Les camps de réfugiés espagnols en France, 1939*, coordination de Jean-Claude Villegas, Nanterre, Bibliothèque de documentation internationale contemporaine, Dijon, Hispanistica XX, 1989, 235p.

5. www.argeles-retirada.fr

6. Emmanuel Filhol, *La mémoire et l'oubli, L'internement des tsiganes en France, 1940-1946*, centre de recherches tsiganes, L'Harmattan 2004, p.69

7. Serge Barba, *De la frontière aux barbelés*, Les chemins de la Retirada, 1939, éditions Trabucaire, 2009, pp.167-168.

**Sources carte Empreintes de la mémoire de l'Exil des Républicains Espagnols en Europe depuis 1939 :*

Madrid : Fondation Pablo Iglesias, 1926 puis 1977.

Barcelone : Conservation du mur Place San Felip Neri, mirador Turó de la Rovira, monument Plaça Catalunya au résistant Francesc Macià, Musée de l'histoire de la Catalogne (exposition « *imatges de la reprecio franquista* ») calle Asturias...Barcelone retire le dernier de ses monuments Franquistes (statue de la Victoire entre Passeig de Gràcia et Diagonal) ce 11 janvier 2011.

La Jonquera : MUME, inauguration 15 décembre 2007

Argelès : Stèle du Cimetière érigée dans années 1950, le monolithe en 1999, tournage d'un film documentaire « camp d'Argelès », évènements culturels en 2009 pour les 70 ans de la Retirada, et commémoration transfrontalière en 2011 à l'occasion de la publication du livre « *camp d'Argelès* » par Felip Sole et Gregory Tuban./ **Barcarès** : Memorial des trois colonnes sur la plage du lido (à noter que ce mémorial rend hommage aux à la gloire des 21°, 22° et 23° R.M.V.E./**Saint-Cyprien** : cimetière espagnol et plaque commémorative, monument élevé à la mémoire de Lluís Companys./ **Arles-sur-Tech** : Expositions « 1930/1975 : l'Espagne et ses Républicains pour témoins » et « l'Espagne au cœur » 2009/**Prat-le-Mollo** : exposition « De l'exode à l'exil (1936-1945), les Républicains espagnols dans les Pyrénées Orientales » , 6 mai 2009

Agde : monument depuis 1989, expositions du cinquanteaire, conservation de la salle des mariages redécouverte par les républicains espagnols dans l'ancienne mairie- La maison du cœur de ville- /**Rivesaltes** : stèle érigée à la mémoire des Républicains Espagnols le 30 octobre 1999, musée mémorial au camp, projet Rudy Ricciotti/**Collioure** : tombe d'Antonio Machado (poète espagnol né à Séville mort à Collioure en 1939) exposition « *no pasaran* » le 29 août 2010/**Elne** : Elisabeth Eidenbenz a reçu en 2002 la médaille des « Justes parmi les nations ». La « maternité suisse », qui a failli tomber en ruines, a été réhabilitée par un particulier et rachetée par la municipalité d'Elne qui en a fait un lieu de mémoire et d'information./ **Le Vernet** : Musée, Plaque commémorative et conservation du cimetière/ **Bram** : Mémorial -2009/ **Gurs** : Mémorial-1994/ **Septfond** : création en 1978 du cimetière espagnol/

Le camp d'Argelès-sur-Mer

Cahors : Festival des Mémoires, 30 octobre 2009./ **Agen** : Anniversaire de la 2e République espagnole, 23 avril 2006./ **Fumel** : Rue Isaac Casares (réfugié républicain passé par les camps d'Argelès, Bram et Septfonds, ayant travaillé et s'étant caché à Fumel) inaugurée le 14 mai 2011./ **Prayol** : Monument à la mémoire des guérilleros Espagnols inauguré en 1982 par Alain Salvary, Ministre de l'éducation Nationale

Toulouse : Musée de la Résistance et de la Déportation, prémices du musée 1974, inauguration 19 août 1994/ **Perpignan** : Centro Espagnol, exposition « *Mémoire d'une Résistance* » par Jean-Yves Gargadenn/ **Bordeaux** : Stèle Commémorative - à toutes les victimes ayant péri durant leur participation forcée à la construction de la Base Sous-marine de Bordeaux - . 14 avril 2010/ **Rennes** : Exposition « de Rennes à St Malo, Les Républicains Espagnols » le 8 juin 2004, rue d'Espagne, Promenade de Castille, allée des Asturies, Cours de Bilbao/ **Paris** : Le monument aux Espagnols morts pour la Liberté, inauguré le 13 avril 1969 au Cimetière du Père Lachaise.

Gusen : mémorial inauguré le 8 mai 1965/ **Mauthausen** : Conservation du camp, mémorial inauguré le 8 mai 1965/ **Dachau** : 1962, l'état Bavarois et le CID s'accordent sur la création d'un mémorial qui s'ouvre trois ans plus tard.

Mexico : exposition « *El exilio español en la ciudad de México* » 30 janvier 2011

Le camp d'Argelès, un point de pivot



Vue aérienne transmise par Pierre Fuentes, Mairie d'Argelès



Photo IGN, 1942

Illustrations



Photo collection Michel Guisset



L'entrée du camp des réfugiés espagnols à Argelès-sur-Mer. — Photo Chauvin, 13, boulevard Clemenceau, Perpignan.

Le camp d'Argelès, point de pivot



Photographie Manuel Moros le 10 février 1939, source Jean Peneff
d'après « *Camp d'Argelès 1939-1942* » Felip Solé, Grégory Tuban



Photo de Pierre Brandon, en visite au camp mars 1939, source
Grégory Tuban.

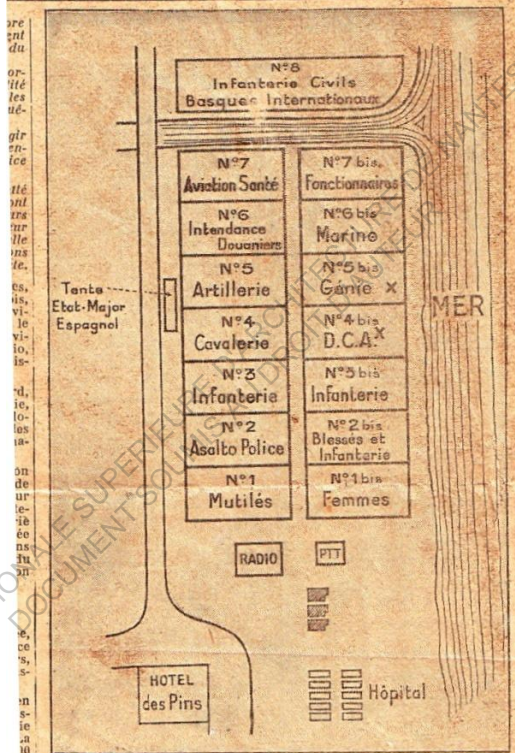
Illustrations



Photo Pierre Brandon, mars 1939, source Grégory Tuban

Le camp d'Argelès, point de pivot

Le envoyé spécial Théo DURET



Plan d'ensemble du camp d'Argelès

rale était tranchée et bientôt l'hé- d'un chien qu'on relève pour assu- morragie causait la mort du malheu- rer le premier coup. les suivants

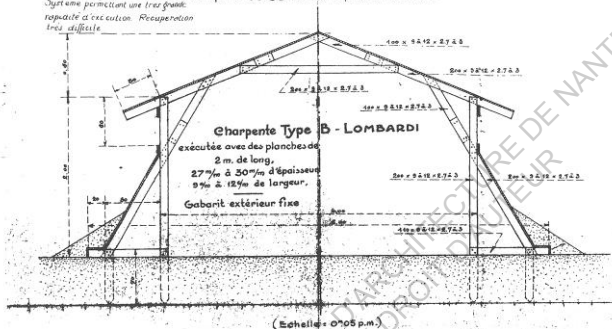
Archives de « L'Indépendant » du 14 mars 1939,
source Pierre Fuentes

Illustrations

BARAQUE DE 24^m00 DE LONGUEUR ET DE 6^m00 DE LARGEUR

Système permettant une très grande rapidité d'exécution. Recuperation très difficile.

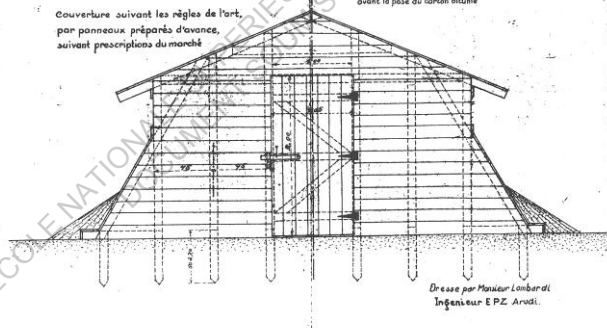
composée de 33 fermes espacées de 0^m75.



Pignon d'entrée de la baraque

Couverture suivant les règles de l'art,
par panneaux préparés d'avance,
suivant prescriptions du marché

avant la pose du carton bitumé

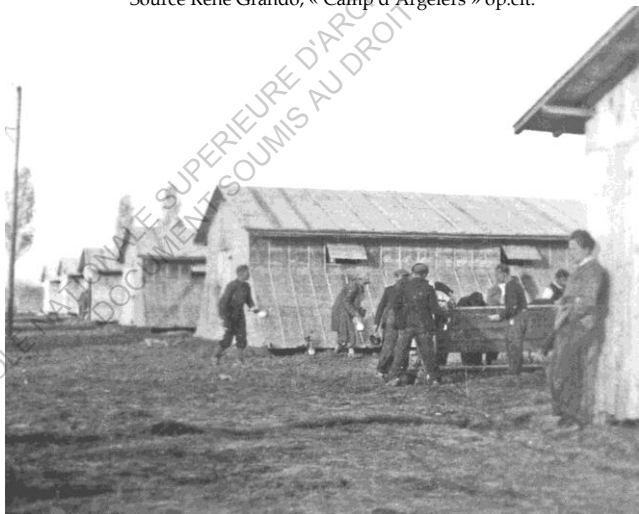


Coupe d'une Baraque préfabriquée prévue pour 60 personnes.
Source René Grando, d'après « Camp d'Argeliers » op.cit.

Le camp d'Argelès, point de pivot



Source René Grando, « Camp d'Argelers » op.cit.



Source : Archive DÖW, Vienne

Illustrations

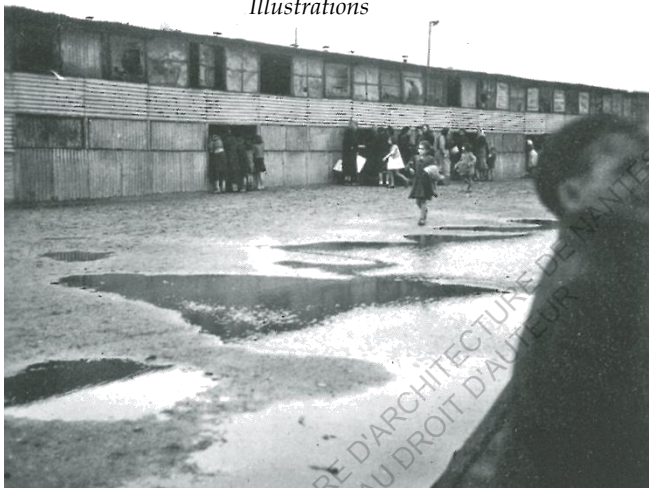


Photo Fonds Elisabeth Eidenbenz, La Croix Rouge Suisse.



Photo Enrique Tapia, construction des baraques
d'Argelès, 15 août 1940

Le camp d'Argelès, point de pivot



Photo René et Annie Pons, d'après « *Camp d'Argelers* »
op. cit, transmise par Pierre Fuentes



Distribution de pain, Exposition « Exili » Manuel Moros

Illustrations



Photo Musée de la Résistance Nationale, Paris.



Musée de la Résistance Nationale, Paris, Photo publiée dans le *New-York Times*.

Le camp d'Argelès, point de pivot



6 février 1939. Soldat républicains à qui on distribue une soupe
(Exilio, Madrid, 2002, Fondation Pablo Inglesias)

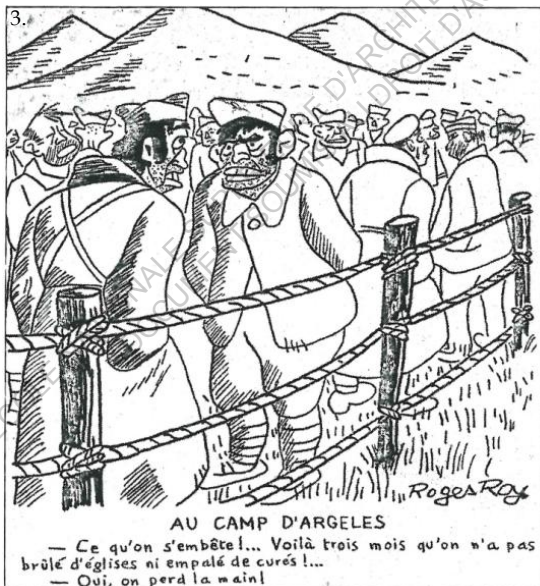


« Panneau de petites annonces » Archives Départementales des
P.O, Fond Chauvin

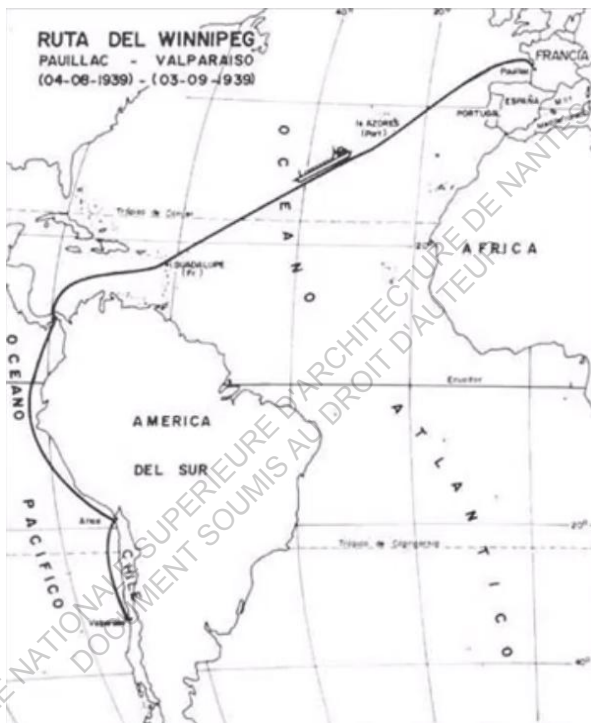
Illustrations



1. Josep Bartoli, Croquis du camp d'Argelès, 1939
2. Courriers adressés aux réfugiés du camp d'Argelès (source : www.apra.asso.fr)*
3. Caricature parue dans *Gringoire* le 6 avril 1939



Le camp d'Argelès, point de pivot



Carte représentant le trajet du Winnipeg, cargo, affrété par le SERE de Juan Negrin grâce à l'ambassadeur du Chili en France, Pablo Neruda, qui transporta 2 400 d'entre eux de la France au Chili en août 1939, tandis que plus de 5 000 réfugiés partirent vers le Mexique à bord du Sinaia.

Sources documents 1 et 2 : memoriachilena.cl



Sinaita 1939



L'Exil Républicain Espagnol de Sète à Veracruz

Du port de Sète 1939 Républicains Espagnols ont embarqué pour le Mexique à bord du paquebot Sinaita le 23 mai 1939, premier bateau transportant des réfugiés espagnols en partance pour d'autres pays à l'issue de la guerre d'Espagne. Ces réfugiés provenaient notamment de camps de concentration français, internés au rétablissement de la République Espagnole qui combattait héroïquement la Francisme soutenu par les fautes fascistes internationales depuis 1936.

Arrivés le 13 juin 1939 à Veracruz les Républicains Espagnols ont été dignement accueillis par le Mexique, seul pays à avoir maintenu les relations diplomatiques et amicales avec le gouvernement républicain espagnol en exil grâce au Président de la République du Mexique, Lazaro Cardenas.

A Sète, ce sont des Républicains espagnols rescapés du camp d'extermination de Mauthausen, qui ont recueilli le Mille Saint-Louis, après les bombardements de 1944. Ces espagnols, pour certains travaillant dans les chantiers de Foratigues. Notre homme va également aux Républicains espagnols morts en déportation et à ceux installés à Sète ou dans le bassin de Thau après avoir combattu dans la Résistance pendant l'occupation nazie.

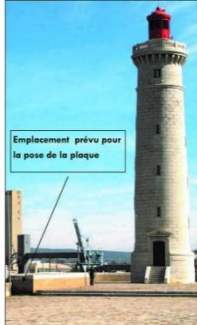
L'Association pour le Souvenir de l'Exil Républicain Espagnol en France (ASEREF) et les anciens réfugiés et descendants des passagers du Sinaita saluent le maître de tous les républicains espagnols qui ont lutté pour les libertés et les valeurs de la République, en Espagne, en France, au Mexique et partout où ils se sont trouvés.



L'arrivée du Sinaita le 13 juin 1939 dans le port de Veracruz au Mexique.



Pendant la traversée certains passagers ont écrit le journal de la première expédition des républicains espagnols au Mexique, un journal qui relatait non seulement le vie à bord au quotidien mais aussi les événements qui se déroulaient sur le plan international.



Emplacement prévu pour la pose de la plaque

Dépliant réalisé en 2009 à l'occasion de la pose d'une plaque commémorative à Sète.

Le camp d'Argelès, point de pivot



Le "parloir", photo transmise par Pierre Fuentes, Mairie d'Argelès.



Le "parloir", photo Enrique Tapia Jimenez, Swiss Federal Archives

Illustrations



Entrée de la
maternité du camp
d'Argelès, ouverte
décembre 1940 par
Elisabeth Eidenbenz.
Croix Rouge Suisse,
Fond Elisabeth
Eidenbenz



Image non datée, témoignage exceptionnel du passage des
tziganes au camp d'Argelès, d'après « *Camp d'Argelers* » op.cit.
source : Das Bundearchiv

Le camp d'Argelès, point de pivot

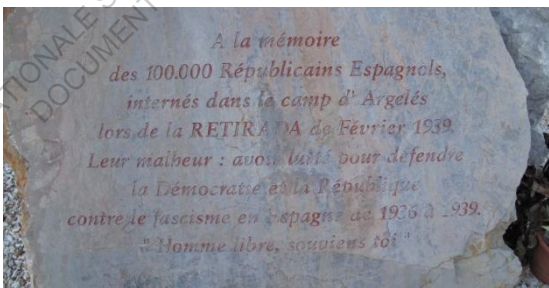


Photo Février 2010, Florence Astrié, Argelès-sur-Mer, plage, rue de la station balnéaire, inscription du monolithe érigé sur la plage.

Illustrations



Clichés du cimetière des Espagnols, route de la Retirada, en face,
un bureau de vente de bungalows avec pour slogan « ICI, devenez
propriétaire de votre résidence en plein air ! »

III.L'empreinte, la trace, le sens

III.L'empreinte, la trace, le sens

Les lois mémorielles en Espagne

*“Concesión de la nacionalidad española
A descendientes de españoles (Hasta el 27 de
diciembre de 2011)”*

La Ley 52/2007, conocida como Ley de Memoria Histórica, reconoce la injusticia que supuso el exilio de muchos españoles durante la Guerra Civil y la Dictadura.

En consecuencia, la citada Ley en su disposición adicional séptima permite la adquisición por opción de la nacionalidad española de origen a las personas cuyo padre o madre hubiera sido originariamente español y a los nietos de quienes perdieron o tuvieron que renunciar a la nacionalidad española como consecuencia del exilio.¹⁴

Depuis 2007 et jusqu'à décembre prochain, l'Espagne accorde généreusement la double nationalité – potentiellement utile aux vues des probables régressions qui pèsent actuellement sur l'espace SHENGEN – aux personnes dont les parents, exilés pendant la période de la Guerre Civile et la Dictature, se seraient vues contraintes de naître sur un sol étranger. Le rire amer des anciens réfugiés me revient à l'esprit. Faire mémoire d'un évènement n'est pas chose simple, et il est à prendre en considération qu'il s'agit là d'un acte de reconnaissance. Pourtant il ne semble pas évident que le simple fait de posséder cette nouvelle-précédente nationalité peut

Le camp d'Argelès, point de pivot

rendre grâce d'une histoire d'humiliations, d'exils et de souffrances trop longtemps oubliée. Au regard du travail de mémoire fait par l'Allemagne envers les Juifs, on est en droit de se questionner sur la reconnaissance que portent France et Espagne, l'une envers les réfugiés qui ont remis leurs destin entre les mains de la patrie « des Droits de l'Homme », l'autre envers les siens qu'elle a chassé à coup de bombardiers et exécutions sommaires à la mitrailleuse.

Si le régime nazi a largement aidé la prise de pouvoir du général Franco, sa chute n'a pas pour autant destitué le Caudillo de ses fonctions. Exception notable dans l'Europe de 1945, alors que les autres « grands » dictateurs sont tombés. Ainsi, à la fin de la Seconde Guerre Mondiale, les réfugiés Républicains Espagnols qui ont combattu au sein des Forces Françaises de l'Intérieur, ou qui, d'une manière ou d'une autre, ont rejoints les forces de la Résistance - en prenant les maquis notamment - n'ont pas davantage pu regagner une Espagne libre, qu'avant ou pendant la guerre. Le Régime Franquiste, qui revêt certains traits de l'état Totalitaire - parti unique, culte de la personne, Franco est chef d'état à vie, idéologie forte d'une Espagne traditionaliste, antimoderniste, censure, non respect des libertés individuelles, corporatisme, dont les débuts tendent vers le fascisme, utilisation de la propagande pour évoquer un passé glorieux et invoquer l'esprit de croisade reconquérant des rois catholiques, s'appuyant avant tout sur des valeurs religieuses d'une Espagne unie et indépendante - cet Etat est, pour autant resté neutre - ou non-belligérant - pendant le conflit.

Par la suite, le « partage du monde » orchestré par la conférence de Yalta – qui réunit du 4 au 11 février 1945 les chefs de gouvernement de l'Union soviétique, du Royaume-Uni et des États-Unis – n'a finalement pas grand intérêt à relancer une guerre contre Francisco Franco puisque d'une part, il s'agit d'en finir au plus vite avec la guerre, d'autre part, le rapport de force appartenant nettement à Staline à ce moment là, ni Churchill, ni Roosevelt n'ont intérêt à voir redevenir « rouge » l'Espagne, quitte à la laisser aux mains du dictateur, qui en outre prévoyait de décimer les Juifs espagnols en cas de victoire Nazie.² Seule l'exclusion de l'Espagne de l'Organisation des Nations Unies, en 1945 à San Francisco, dénonce le « *gouvernement fasciste de Franco imposé par la force au peuple espagnol* ». ³

Le régime répressif extrêmement violent, à défaut d'alimenter les camps allemands, va alors s'appliquer à vider les siens. En effet les camps franquistes, qui ont existé de 1936 à 1947, ont réservé un sort tout aussi chaleureux aux ennemis du Mouvement National – adversaires politiques : communistes, républicains, mais aussi intellectuels, homosexuels... - 192 000⁴ ont été fusillés durant cette période. Tous ont fini dans les fosses communes. Il est intéressant de noter que deux de ces camps se trouvaient à Barcelone, le camp de *Horta*, et celui de *Poblenou* – qui viennent par ailleurs, à l'époque, s'ajouter à la prison du Château de Montjuïc. Il y a bien un cimetière à *Poblenou*, mais il est composé comme un parcours à travers l'histoire de Barcelone du XIX^{ème} et se conclut en...1888. De même il est assez inutile de chercher une stèle au Musée de Montjuïc. Ce n'est pas là la politique qu'a choisi l'Espagne unie pour faire mémoire. Il est un fait extraordinaire de savoir que le

Le camp d'Argelès, point de pivot

monument justement adopté pour rendre hommage aux victimes de la Guerre Civile – mausolée qui rend honneur aux victimes républicaines aussi (et ce depuis 1958), du moment qu'elles eussent été catholiques- est un gigantesque monument religieux commandé par Franco : « *El Valle de los Caídos* », vallée de ceux qui sont tombés. Le Caudillo l'avait fait édifier par les prisonniers de ses camps, pour les « *héros et martyrs de la Croisade* », entendez les soldats nationalistes morts au combat. Ainsi, les combattants de la liberté peuvent maintenant reposer en paix, dans la crypte, aux côtés des combattants nationalistes, et surtout non loin de la nef centrale où se situent les sépultures des regrettés Francisco Franco et José Antonio Primo de Rivera.

A la mort du général Franco, en novembre 1975, la construction de la démocratie est une aspiration partagée par l'immense majorité des Espagnols, néanmoins elle reste un défi politique. Les raisons résident dans des différents acteurs en présence et dans l'importance des questions en attente : nature du régime et des institutions, crise économique, prise en compte des nationalismes périphériques, reformulation des rapports Église/État, rôle des forces armées, positionnement au plan international, etc. Sur le plan politique, la communauté nationale demeure toujours divisée de par la marginalisation des vaincus imposée par le régime franquiste. Ce contexte à haut risque et le souvenir des affrontements passés sont à l'origine d'un « consensus » espagnol – pacte d'oubli et de compromis conclu entre les élites⁵ – qui allait déboucher sur des élections libres - juin 1977 - , les pactes sociaux de la *Moncloa* - signés entre les différents partis politiques et le gouvernement, le 25 octobre 1977, visant à rétablir la capacité de croissance de

l'économie espagnole - , la loi d'amnistie du 14 octobre 1977 et enfin la Constitution de 1978. Danielle Rozenberg relève trois dynamiques dans cette transition :

« - les années 1975-1995 correspondant à la mise en œuvre de procédures de réconciliation fondées sur le consensus et l'amnésie ;

- la période 1996-2004 marquée par la contestation du «pacte d'oubli » de la transition espagnole. De nombreuses catégories de vaincus-victimes du franquisme, elles-mêmes relayées par les associations et les partis politiques dans l'opposition, dénoncent une illusion de réconciliation fondée sur le silence et l'absence de justice rétroactive ;

- l'après 14 mars 2004 enfin, caractérisé par la recherche d'un «contremodèle» de réconciliation. »

En résumé la loi d'amnistie est un pacte de l'oubli, qui d'un côté, accorde libération de tous les prisonniers politiques, la légalisation du Parti communiste espagnol et de réelles élections libres en juin de la même année, mais de l'autre, comporte deux articles qui instaurent l'impunité pour les actes de violence institutionnelle effectués sous la dictature. Autrement dit, à la mort de Franco, il n'y a pas de procès contre les responsables de violations des droits de l'homme commises entre 1936 et 1975. L'Espagne pense mettre un point final aux conflits passés et se tourne vers l'avenir. A l'occasion du cinquantenaire de la Guerre Civile, le 18 juillet 1986, Felipe Gonzalez, émet le communiqué suivant dans le journal « El Pais »:

« Une guerre civile n'est pas un événement à commémorer, même si ce fut un épisode déterminant dans la trajectoire biographique de ceux qui l'ont vécue et souffert »

Le camp d'Argelès, point de pivot

La deuxième dynamique décrite par Danielle Rozenberg oppose deux visions antagonistes de ce choix de mémoire. Pour les uns, l'absence de mesures de justice politique – résultant d'une série de concessions inacceptables de la part de l'opposition – en outre des non-procès et non condamnations, les statues pro-franquistes longtemps gardées dans l'espace public, un ami me confiait récemment que la monnaie frappée à l'effigie de Franco avait circulé jusqu'en 1995... – a entraîné de nombreux effets préjudiciables à la démocratie, alors que pour d'autres la transition s'est effectuée aussi bien que possible compte tenu du contexte: le choix de ne pas revenir sur le passé a été une décision « sage » qui a révélé la « maturité politique » des Espagnols. On peut retenir d'une manière générale la phrase de Colomer, *« les vertus de la transition sont devenues les vices de la démocratie »*⁶

A son arrivée au pouvoir en 2004, José Luis Rodríguez Zapatero, qui contestait depuis longtemps la « chape de plomb espagnole », désigne une Commission interministérielle pour l'étude de la situation des victimes de la Guerre civile et du franquisme. Cette instance, créée en juillet 2004 et présidée par María Teresa Fernández de la Vega, vice-présidente du gouvernement, a auditionné les principales associations demandeuses de justice rétroactive pour faire le point sur les questions en attente :

- la constitution d'archives largement accessibles sur la Guerre civile, la guérilla antifranquiste, les Enfants de la guerre, la résistance ainsi que l'exil espagnol et le regroupement des fonds ;
- l'indemnisation des anciens prisonniers et d'autres catégories de victimes comme les ex-maquisards février ;

L'empreinte, la trace, le sens

- *l'octroi de la nationalité espagnole aux descendants de l'exil espagnol (op.cit) ;*
- *la prise en charge par les autorités des exhumations de fosses et l'identification des disparus ;*
- *l'annulation des jugements sommaires prononcés par les tribunaux franquistes.*

La situation actuelle reste, à mon sens très ambivalente. Ce n'est qu'en janvier dernier que Barcelone a destitué –sous les applaudissements des habitants du quartier et sans doute bien d'autres, sa dernière statue, la Victoria, en l'honneur de la victoire franquiste de 1939. Le rôle de Zapatero a été primordial dans la construction d'un contre-modèle de réconciliation. C'est lui qui instaure que les "*écus, insignes, plaques et autres objets ou mentions commémoratives qui exaltent le soulèvement militaire, la Guerre civile ou la répression de la dictature*" devront être retirés des édifices et espaces publics⁷. Le retrait "*ne pourra être effectué lorsque [...] il y a opposition avec des raisons artistiques, architecturale ou artistico-religieuses protégées par la loi*", et qui choisit de dépolitiser la *Valle de los Caidos*. Toutefois, il reste très controversé dans cette ouverture difficile de la boîte de Pandore, et déchaîne la critique des partis conservateurs.

Pour bien saisir là où réside le paradoxe de la transition vers la démocratie en Espagne, rappelons que le congrès de Munich en 1962 a rassemblé à la fois des représentants de la dissidence intérieure et de l'opposition en exil. « *La génération suivante a, quant à elle, reconstruit un nouveau sujet collectif en se présentant comme*

Le camp d'Argelès, point de pivot

“nous, enfants des vainqueurs et des vaincus” [libellé d'un manifeste distribué le 1^{er} avril 1956 à l'université de Madrid], réalisant de manière symbolique une réconciliation avant la réconciliation. L'amnistie de 1977 a aussi été exigée par l'opposition et non pas gracieusement accordée par le gouvernement. Une fois réalisées les élections générales et constitué le premier parlement de la nouvelle démocratie, tous ont senti le besoin de promulguer une amnistie sans restriction. Et c'est ce type d'amnistie qu'ont présenté tous les groupes parlementaires, sauf l'Alliance populaire, le 14 octobre 1977. »⁸

Il paraît incroyable d'imaginer que les mêmes personnes qui ont combattu si vigoureusement le franquisme pour leurs idées aient finalement choisi de jeter dans l'oubli – *echada al olvido* – selon l'expression de Sanctos Julia, la mémoire de cette guerre, dernier bastion de l'empreinte de cette histoire, au nom de la construction d'une nouvelle utopie collective. En outre ce processus entre dans une certaine continuité de la volonté du Caudillo. En 1958, quand Franco fait du *Valle de los Caídos* un symbole de la mémoire aux victimes (catholiques) de la Guerre, il dit aussi au Monde entier que franquistes et républicains ont partagé les mêmes humiliations, pertes et souffrances. Au travers d'éléments physiques – statuaire, toponymie...- et politiques – censure -, il a tout simplement mis en place les bases d'une mémoire collective, celle des vainqueurs et selon sa propre vision des événements. Il prépare sciemment l'amnésie générale, et ce, en effaçant les camps dès 1947, jetant les corps dans des fosses communes, allant jusqu'à donner une bribe d'hommage aux républicains – tout en les marginalisant-

et surtout en utilisant la symbolique du pouvoir, à savoir, l'architecture – ou la non architecture des lieux témoins de l'Histoire. Les accords passés avant la Seconde Guerre Mondiale entre France et Espagne poursuivant la mission d'étouffement de cette mémoire, il n'est pas étonnant que la reconnaissance de ces événements ait été tardive même en France.



A gauche, le retrait de la Statue franquiste de *la Victoria*
Gianluca Battista, Barcelone, 31-01-2011,
A droite, *El valle de los Caídos*, Bernardo Pérez, 18-10-2007(*elpais*)

i

1. Demande accessible sur le site du ministère de la Justice espagnole : leymemoria.mjusticia.es
2. *El País*, « La lista de Franco para el Holocausto », 20 juin 2010
3. Résolution 39-1 du 12 décembre 1946
4. Guy Hermet, *La Guerre d'Espagne*, Seuil, 1989, page 180
5. « L'élite franquiste de la transition » sont les personnes qui, ayant été nommées par décret sous Franco, ont conservé leur poste après 1975, ou bien se sont vues attribuer un nouveau poste entre 1976 et 1982 » (Campuzano (F.), *L'élite franquiste et la sortie de la dictature*, Paris, L'Harmattan, 1997, p. 14).
6. Joseph M. Colomer, *La transición a la democracia: el modelo español*, Barcelone, Anagrama, 1998, p.180.
7. *El Mundo*, 18 décembre 2008 : vidéo du "déboulonnage" de la dernière statue de Franco sur une place publique, à Santander.
8. 1. Sanctos Juliá, « Echar al olvido. Memoria y amnistía en la transición », *Claves de la Razón Práctica*, n°129, 2003, cité dans « Le « pacte d'oubli » de la transition démocratique en Espagne » *Retours sur un choix politique controversé*, *Politix*, 2006/2 n° 74 , p. 173-188. DOI : 10.3917/pox.074.0173

Des marques existantes ou présentes ?

Il est important de revenir un instant sur la notion de la trace, ainsi qu'au sens qu'on lui donne. Si le mot paraît banal, il n'en reste pas moins complexe et riche de significations. On peut noter par ailleurs que le mot trouve sa racine dans le verbe latin *trahere*, qui donne aussi *traer* – en espagnol : apporter, amener. Sa définition la plus générale ne comporte pas moins de trois sens : la marque, l'empreinte ou la quantité infime. On peut donc parfaitement admettre que des termes tels que cicatrice, stigmat, ou réminiscence puissent prendre la valeur de chacun de ces trois sens de la trace. Néanmoins le terme d'empreinte révèle peut-être avec davantage de pondération ce caractère de « calque » d'un contact physique prolongé. D'une part parce que connoté directement à l'humain, associé au terme digital, ou à l'image d'un relief dans le sol laissé par un pas, et d'autre part, parce qu'il est le sens premier de la trace, terme qui a évolué vers des significations diverses – chemin à suivre, marque laissée par ce qui agit sur quelque chose, petite quantité, marque ou écriture du contour – qui rendent son interprétation moins évidente.

Les traces du camp d'Argelès existent. La stèle, érigée dans les années 1950, le monolithe, placé en 1999 là où se trouvait l'entrée du camp, les photographies et les récits avant tout sont des témoins, des hommages nécessaires de l'ancienne cicatrice de ce territoire. Son empreinte pour autant, n'est pas présente physiquement dans le territoire réel, puisqu'aujourd'hui, à la place du

camp, a été construite une station balnéaire. Depuis les années 1960, on y est plutôt venu s'y baigner que commémorer. Ce travail de mémoire s'est fait un peu plus tard, d'abord par la pose du monolithe, mais aussi par de l'évènementiel, qui a permis l'échange, la reconnaissance, la réappropriation et la communication de cette histoire.

Le camp d'Argelès-sur-Mer est un point dans le territoire par lequel ont transité des millions de gens. Un espace de crise dans un contexte donné où les autorités françaises ont cru bon de parquer des centaines de milliers d'hommes à même la plage. Toutefois, le camp ou ce qu'il en reste, ne se pose pas en élément territorial signifiant. De par sa nature même de petite station balnéaire de la côte vermeille, lorsqu'Argelès-sur-Mer fait état de son histoire, elle s'adresse à un périmètre proche, avant tout à un public déjà sensibilisé à ce passé, souvent le sien ou celui de ses proches. Quand il s'agit de parler de cette histoire au monde entier, on constate, en analysant la carte succincte de *L'Empreinte de la mémoire de l'exil des républicains espagnols dans le territoire* (cf p.62), que c'est à Paris, en premier lieu, à la fin des années 1960, qu'on pose un élément de mémoire ; et ce bien que Paris n'aient pas été le point prépondérant - en termes démographiques - de cet exil. On le comprendra aisément au regard de ce qui a été énoncé précédemment, parce qu'Argelès a joué un rôle de pivot, en un temps limité, dans l'histoire de cet exil. Les éléments de patrimoine que l'on voit fleurir dans le territoire depuis les années 1990, à échelle locale, sont très révélateurs quant à la distance qui perdure entre l'empreinte culturelle vivante, prolifère, multiple, d'une population désireuse de rendre hommage

Le camp d'Argelès, point de pivot

à ceux qui sont devenus les siens, et les réminiscences d'une Espagne toujours liée aux décisions prises lors de la transition démocratique. A tel point que l'espace de patrimoine s'est déplacé au niveau de *La Jonquera*. En construisant en 2007 le MUME, à la frontière franco-espagnole, on suggère que c'est peut-être du côté espagnol que les éléments de mémoire prennent un autre sens.

Ce sens est difficile à définir car il comporte de nombreux éléments dont la dissociation et la manipulation sont délicates. A savoir : l'histoire de l'Espagne se différencie largement de celle des autres pays Européens avant, pendant et après la Seconde Guerre Mondiale, son modèle mémoriel s'écarte donc lui aussi de ceux adoptés par ces derniers ; l'exil espagnol de 1939 est hautement politisé, et bien que loin de leurs terres d'origine, les réfugiés espagnols de par le monde ont toujours mis en relation la violence faite à leur République et la violence faite à ceux qui en portent les valeurs et les idées. On comprend ici l'impasse dans laquelle se sont trouvées les victimes du franquisme avant l'élection de Zapatero en 2004, qui dans une Espagne soucieuse de sa réconciliation nationale¹, ne pouvait pas ouvertement faire amende honorable par le biais d'éléments commémoratifs porteurs de ce double sens. Il aurait été préférable que les exilés n'eussent pas été aussi Républicains, pour admettre avant toute chose qu'on avait bafoué les droits rudimentaires de la personne humaine.

Il est à souligner encore une fois, que le « pacte de l'oubli » n'est pas un abandon des Républicains espagnols des valeurs qu'ils défendent corps et âme, à mon sens c'est avant tout le seul moyen pacifique qu'ils ont eu de regagner le chemin de la Démocratie. En Espagne, la sortie de la dictature s'est réalisée dans le cadre de la légalité, elle a été définie pour garantir la pérennité du régime franquiste. Avant même une concertation avec l'opposition, le mécanisme de la démocratisation espagnole a d'abord pris la forme d'une transition « octroyée » par ceux qui contrôlaient le pouvoir ². Le roi Juan Carlos accéda au trône en tant que successeur désigné du général Franco, et Adolfo Suarez, ministre secrétaire général du parti unique franquiste (*El Movimiento*), fut nommé, en juillet 1976, chef d'un gouvernement composé de membres issus en grande partie de l'élite autoritaire. C'est dans le cadre de cette continuité institutionnelle et politique que s'est dessinée la voie vers une démocratie libérale, une voie négociée entre les réformistes franquistes et les forces modérées de l'opposition. C'est bien là la clé sous-jacente du passage d'un régime totalitaire à un régime démocratique en Espagne. Le pouvoir est encore resté aux mains des mêmes élites, ou de leurs successeurs avérés, avec néanmoins une autorité réduite, modérée. Les principales institutions civiles et militaires héritées de la dictature de Franco n'ont pas été épurées après sa mort. On comprend que par logique, puisque le paysage politique n'a pas fondamentalement changé et ce encore bien des années après la dictature, le paysage symbolique et par conséquent public n'avait aucune pression quant à son renouvellement. Il y a cependant à cette époque, des « équilibres » de la toponymie par exemple à Madrid, l'avenue *Generalísimo Franco* a été rebaptisée *La Castellana*

et plus tard, l'avenue *José Antonio* rendue à sa dénomination originelle de *Gran Via*. Malgré tout, les contre-exemples sont nombreux. Ainsi ce n'est qu'en mars 2001 que la ville de Santander a décidé de modifier le nom de places dédiées, depuis 1937, à Franco et à José António Primo de Rivera, en leur redonnant leurs anciennes dénominations-*plaza del Ayuntamiento* et *plaza de Pombo*-et ce n'est que dix ans après le couronnement du roi Juan Carlos qu'il a inauguré le 22 novembre 1985, à Madrid, un monument «À tous ceux qui ont donné leur vie pour l'Espagne».

Selon Jean Paul Sartre, « *Exister, c'est s'engager* ». L'engagement des dissidents au régime franquiste les a conduit pour la plupart à mener une existence faite d'exils. Dans la longue liste des sacrifices auxquels ils ont du concéder -leur bien, leur terre, leur passé, leur santé, leur dignité, leur vie même souvent - il en est un ultime, que l'Espagne post-franquiste n'a pas hésité à réclamer : leur mémoire. Encore aujourd'hui si les stigmates physiques de la période franquiste sont présentes, la difficulté réside dans le fait même de ne pas légitimer le sacrifice de cette mémoire des vaincus, sur l'autel d'une démocratie qui, on le sait aujourd'hui, ne peut avancer sans son passé pleinement accepté. L'empreinte est dans toutes les mémoires, il reste à la retranscrire dans le territoire réel, travail commencé avec Zapatero.ⁱⁱ

ii

1. De différentes enquêtes d'opinion réalisées en 1966, 1975 et 1977, il ressort, en effet, que la valeur politique dominante en Espagne était la « paix », avant même la « justice », la « liberté » et la « démocratie ».source Politix op.cit.

2. Guy Hermet, *Le passage à la démocratie*, Paris, Presses de Science po, 1996

L'architecture comme instrument politique du symbole pour créer un patrimoine collectif

« On nous a volé une partie de notre culture, l'affection[...]..on nous a volé quelque chose »

[Liliane Salvetat, fille de réfugiés espagnols]¹

Privés de reconnaissance de leur histoire, les enfants des réfugiés espagnols ont porté en eux, d'une manière très puissante et émouvante, les réminiscences de cette histoire. En Espagne, la génération suivante qui n'a ni connu la Guerre, ni la Dictature, franchit un pas de plus dans le travail de mémoire et fait largement appuis aux démarches du gouvernement actuel dans ce domaine.

“Esa generación no admite componendas interesadas con el olvido: quiere saber. Esa generación que anda por los treinta años – un poco más, un poco menos –, ha superado el miedo, la vergüenza, el sentido de la humillación que le transmitieron sus antepasados. Y quiere conocer lo que pasó, en dónde andan los restos de sus abuelos [...]. Y no hay presente posible, ni futuro, sin que antes hayamos saldado aquellas cuentas desde la dignidad que concede el conocimiento de los hechos”²

Ils veulent savoir...parce qu'ils sont affranchis des peurs de leurs parents, et qu'ils refusent d'être privés de cette connaissance, même tragique, de leur passé. La disparition des espaces physiques de crise du territoire – les camps par exemple – ou la non-crédation d'espaces de patrimoine reconnus et reconnaissables ont abouti à une

perte de repères, tant pour les exilés que pour les personnes restées en Espagne durant la dictature. C'est peut-être le « *quelquechose* » que Liliane aborde. Lorsqu'elle parle de culture, elle parle aussi d'identité et d'identité collective. Il y a d'un côté une longue privation du deuil de cette défaite, accompagné d'une politique de transition sans transmission, opaque et sans procès, qui aboutit à une société dont le nomos est l'oubli salutaire qui sert le futur de la Patrie. De l'autre, l'émergence d'une nouvelle société qui récuse cet Etat-pansement, et qui ne laisse pas dans le domaine de la pensée les traces du passé. L'utopie-refuge que les adversaires avaient mis en place dans le cadre de la transition démocratique se fissure et ne peut tenir lieu de fondation pour cette nouvelle génération. Elle s'inquiète d'une transmission d'une identité dont elle-même a été privée et la symbolique de cette histoire retrouvée servirait autant à l'acceptation de l'identité espagnole d'Espagne que de France.

« Une société sans commémoration réduit le temps à une succession incohérente d'instants qui passent et ne vont nulle part. Elle détruit l'historicité qui donne le sens... »

[Boris Cyrulnik, les nourritures affectives.]

Si l'on revient un instant de l'autre côté de la frontière, la démarche effectuée au camp de Rivesaltes paraît éclairante, visant un périmètre de reconnaissance plus étendu. Dans le n°52 de *L'accent Catalan* paru en février 2009, Christian Bourquin, Président du Conseil Général des Pyrénées-Orientales indique que « *Ce patrimoine est le garant de notre identité commune* ». Ce n'est pas un hasard s'il décide de faire appel à l'architecte de renommée internationale Rudy Riciotti dans l'édification

du mémorial de Rivesaltes. Les partenaires du projet sont eux aussi à l'échelle du Monde : le *Musée international de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge*, à Genève, la *Fondation pour la Mémoire de la Shoah*, à Paris et enfin le *United States Holocaust Memorial Museum*, à Washington. Pourtant un point d'ombre subsiste quant aux partenariats espagnols, évoqués dans la présentation vidéo du projet sur le site du CGPO, qu'on ne retrouve pas clairement dans le développement écrit des acteurs de ce mémorial.

Aussi lorsque l'architecte prend la parole pour expliquer son projet, il reconnaît qu' « *il y a toujours une anxiété à traiter un sujet aussi symbolique. L'architecture a une responsabilité politique.* »³, à cela il ajoute « *Rivesaltes est un grand projet du point de vue de l'épaisseur politique [...] On est dans la physicalité et là réside tout le sens majeur de la responsabilité de l'architecte.* » Rudy Riciotti induit par là-même que la construction fait sens au-delà de bien des traces de l'Histoire. C'est un acte de reconnaissance totale, une communication physique du territoire réel. D'où l'anxiété de celui qui construit face à cette responsabilité, qui voudrait éviter « *de faire un supermarché de la mauvaise conscience* » et qui se tourne plutôt vers la « *symbolique de l'expérience* ».

Ces lieux, pour être porteur de sens, ne peuvent se passer d'une architecture qui les relie à leur histoire. Ce questionnement est complexe, car emprunt de politique. L'architecture n'est qu'en de très rares cas son propre commanditaire, et dépend toujours, en ce qui concerne la construction d'un patrimoine collectif, d'une politique quelle qu'elle soit. Quoique architecture et culture soient étroitement liées, toujours la décision se trouve en amont, dans les Institutions de l'Etat. C'est une société définie

Le camp d'Argelès, un point de pivot

dans un même territoire qui est prise comme modèle, et lorsque son dirigeant est totalitaire, les empreintes mémorielles –plurielles- ne prennent corps que dans le domaine de la pensée, ou de l'art. C'est essentiellement par l'empreinte culturelle du territoire, entre France et Espagne, qu'on a acheminé (*traer*) la trace (*trahere*) malgré que la production artistique, cinématographique et littéraire sur le sujet n'ait pas été officiellement reconnue à l'époque. L'empreinte « vivante » de la guerre, des camps, de la déportation et de l'exil est restée jusqu'à la mort de Franco et même après une trace « physique » majeure, biais de transmission quasi-unique, et fait état encore aujourd'hui de par sa lutte, d'une critique nécessaire sur laquelle peuvent s'appuyer les bases d'une nouvelle société.ⁱⁱⁱ

iii

1. « un parcours d'exil » extrait de la médiathèque du Musée Départemental de la Résistance et de la Déportation de Toulouse, www.musee-resistance31.fr

2. Alfons CERVERA, *Las voces, las suyas, las de antes*, in Jean ORTIZ, *Rouges : maquis de France et d'Espagne*, Atlantica, 2006, p. 40

3. Propos recueillis pas l'Accent Catalan, n°58, février 2009

Conclusion

La venue des populations espagnoles sur le territoire français n'était pas un fait extraordinaire avant le déclenchement de l'exode de 1939. L'ouverture des camps du sud de la France, et celui d'Argeles en particulier, est significative d'une situation d'urgence, d'une réponse mal adaptée. Par ailleurs, dans un premier temps, tous ceux qui ont pu partir vers d'autres horizons s'y sont appliqués de toutes leurs forces. L'Amérique du Sud, le Mexique ont sans doute été les destinations des plus « chanceux ». Pour nombre d'entre ceux restés au camp, ce fut les maquis ou Mauthausen.

Entre l'empreinte culturelle abondante, et l'empreinte dans le territoire peu significative - symboliquement parlant - , on s'interroge alors sur ce qui rend cette retranscription physique si ardue. On repasse la frontière dans l'autre sens cette fois, et on interroge l'empreinte vivante. La situation particulière de l'Espagne rend son passé plus récent que celui des autres nations européennes. Les marques révèlent que l'« oubli salutaire » a finalement rendu ce passé plus présent que jamais. Les repères d'identité collective faussés rendent caduques les bases de la démocratie, plus soucieuse aujourd'hui d'affronter son histoire que de se réfugier dans un enfermement de la pensée.

Le camp d'Argelès, un point de pivot

Dans sa démarche sujette à polémique, le gouvernement actuel réouvre les plaies de son pays, et affiche clairement son désir de reconnaissance. Le retrait des statues franquistes n'est qu'un exemple du renouvellement du paysage collectif urbain, peut-être viendront plus tard les éléments physiques de reconnaissance plus étendue, par le biais d'édifications symboliques au cœur même de la capitale catalane par exemple, nécessaires au même titre que la production littéraire et historiographique dans la transmission de la Mémoire, pour que les lieux fassent écho à leur culture.

« *Homme libre, souviens toi* ». ^{iv}



Plaça de San Felip Neri, photo Florence Astrié, Barcelone 2011

iv

1. Inscription de la plaque du monolithe à Argelès.

Bibliographie

I. Une empreinte démographique manifeste

Borrás Llop, José Maria, *Francia ante la guerra civil española, burguesía, interés nacional e interés de clase*, Centro de Investigaciones Sociológicas, Madrid, 1981.

Dreyfus-Armand, Geneviève, *L'exil des Républicains Espagnols en France, de la Guerre Civile à la mort de Franco*, éditions Albin-Michel, 1999

Ginesta, Jean Marie, *Les camps de réfugiés espagnols dans la presse française en 1939*, *Plages d'Exil, Les camps de réfugiés espagnols en France 1939*, Nanterre, B. D. I. C.-Hispanica, XX, 1989.

Izard, Pierre, *La petite histoire d'Argelès-sur-Mer*, Massana, Argelès, 1974.

Laborie, Pierre, *L'Opinion française sous Vichy*, Paris, Seuil, 1990.

Mauco, Georges, *Les étrangers en France : leur rôle dans l'activité économique*, Paris, Armand Colin, 1932.

Montbroussous, Marie-Line, *Histoire d'une intégration réussie. Les espagnols dans le bassin de Decazeville, Rodez*, éditions du Rouergue, 1995.

Miro, Antoine, *L'Exilé. Souvenirs d'un républicain espagnol*, Paris, éditions Galilée, 1976.

Pons, Francisco, *Barbelés à Argelès et autour d'autres camps*, Paris, L'Harmattan, 1993.

Rafaneau-Boj, Marie-Claude, *Odyssée pour la liberté. Les camps de prisonniers Espagnols, 1939-1945*, Paris, Desnoël, 1993.

Rubio, Javier, *La Emigración de la guerra civil de 1936-1939: historia del exodo que se produjo con el fin de la II Republica española*, Librería Editorial San Martín. Madrid, 1977.

Schor, Ralph, *Histoire de l'immigration en France de la fin du XIXe siècle à nos jours*, Paris, Armand Colin, 1996.

Archives :

Voz de Madrid, n°1, 18 juillet 1938.

Archives Nationales, police générale F7

Archives du Ministère de l'Intérieur

Archives du Ministère des Affaires étrangères

Journal officiel. Débats parlementaires.

Le camp d'Argelès, un point de pivot

II. Le camp d'Argelès-sur-Mer

Républicains espagnols en midi Pyrénées, Exil, Histoire et Mémoire, Presse Universitaire du Mirail, édition revue et augmentée, 2005.

Barba, Serge, *De la frontière aux barbelés, les chemins de la Retirada 1939*, Editions Trabucaire, 2009.

Bartoli, Josep, *La Retirada, exode et exil des Républicains d'Espagne*, Actes sud, 2009.

Constante, Mariano, *Les Années rouges, De Guernica A Mauthausen*, mercure de France, 1971.

Dreyfus-Armand, Geneviève, *L'exil des Républicains Espagnols en France, de la Guerre Civile à la mort de Franco*, éditions Albin-Michel, 1999.

Fernandez, Isabel, *Pauline ou l'histoire d'une intégration. De Madrid à Mazamet*, Mazamet, Sud 81, 1997.

Filhol, Emmanuel, *La mémoire et l'oubli, L'internement des tsiganes en France, 1940-1946, centre de recherches tsiganes*, L'Harmattan 2004.

Ginesta, Jean Marie, *Les camps de réfugiés espagnols dans la presse française en 1939*, *Plages d'Exil, Les camps de réfugiés espagnols en France 1939*, Nanterre, B. D. I. C.- Hispanica, XX, 1989.

Grynberg, Anne, *Les camps de la honte, les internés juifs des camps français 1939-1944, éditions la découverte/ textes à l'appui*, 1991.

Laborie, Pierre, *L'Opinion française sous Vichy*, Paris, Seuil, 1990.

Montero, José, *Argelès-sur-Mer 1939-1999, de la création d'un camp à la commémoration d'un événement. Mémoire de maîtrise*, Université Paris X – Nanterre. Département d'études Ibériques et Ibérico-Américaines. Année 1999-2000.

Noguères, Louis, *Mieux que chez Hitler. Réfugiés politiques ou prisonniers de guerre*, le socialiste, 17 février 1939.

Peschanski, Denis, *La France des camps, L'internement 1938-1946*, Gallimard, 2002.

Pons, Francisco, *Barbelés à Argelès et autour d'autres camps*, Paris, L'Harmattan, 1993.

Rubio, Javier, *La Emigracion de la guerra civil de 1936-1939: historia del exodo que se produce con el fin de la II Republica española*, Librería Editorial San Martín. Madrid, 1977.

Rolland, Denis, *Extradition ou réémigration ? Les vases communicants de la gestion xénophobe des réfugiés espagnols en France*, Exils et migration. Italiens et Espagnols en France, 1938-1946.

Solé Felip, **Tuban** Grégory, *Camp d'Argelers, 1939-1942*, Cossetania edicions, janvier, 2011

Soriano, Antonio, *Exodos. Historia oral del exilio republicano en Francia*, 1939-1945, Barcelona, Critica, 1989.

Temime, Emile, *Bilan et lacunes des recherches récentes sur l'histoire espagnole du XXe siècle en France et en Espagne*, Matériaux pour l'histoire de notre temps, n° 3-4, juillet 1985.

L'empreinte, la trace, le sens

Villegas Jean-Claude, *Plages d'exil : les camps de réfugiés espagnols en France, 1939*, La découverte, Paris, 1989.

Wingate Pike, David, *Les Français et la guerre d'Espagne, 1936-1939*, PUF/Publications de la Sorbonne, Paris, 1975.

Archives :

Archives Départementales Pyrénées-Orientales, 109 W 339

AD Aude.

Archives municipales d'Argelès-sur-Mer.

AD Pyrénées-Orientales, 38 W 166., 2M161/3.,

Journal officiel, Débats parlementaires.

Archives Nationales, F7 15172, F7 14 721, 40 AJ 547 / 7

Archives du Ministère des Affaires Etrangères

Service Historique de l'Armée de Terre, 7N 2475/2

Federacion Universitaria Española

III. L'empreinte la trace, le sens

Cervera, Alfons, *Las voces, las suyas, las de antes*, in Jean Ortiz, *Rouges : maquis de France et d'Espagne*, Atlantica, 2006.

Colomer (J. M.), *La transición a la democracia: el modelo español*, Barcelone, Anagrama, 1998.

Hermet, Guy, *La Guerre d'Espagne*, Seuil, 1989.

Juliá, Sanctos, « Echar al olvido. Memoria y amnistía en la transición », *Claves de la Razón Práctica*, n°129, 2003, cité dans « Le « pacte d'oubli » de la transition démocratique en Espagne » *Retours sur un choix politique controversé*, Politix, 2006/2 n° 74, p. 173-188. DOI : 10.3917/pox.074.0173

Médiagraphie

www.doc.diplomatie.gouv.fr

www.pur-editions.fr

www.argeles-retirada.fr

www.memoriachilena.cl

www.cairn.info

<http://archivesic.ccsd.cnrs.fr>

www.musee-resistance31.fr

www.fpabloiglesias.es

Le camp d'Argelès, un point de pivot

www.ffreee.typepad.fr/
http://www.exiliados.org/
leymemoria.mjjusticia.es

El País, « La lista de Franco para el Holocausto », 20 juin 2010
El Mundo, 18 décembre 2008
Politix, 2006/2 n° 74
l'Accent Catalan, n°58, février 2009

Correspondances

Pierre Fuentes (Mairie d'Argelès), Gregory Tuban, Maria Monino (Centro Español de Perpignan), Jacques Vanderplancke.

Autre:

Festival des Mémoires de Cahors, 2009 (invités Pierre Laborie, Esther Benbassa)

Remerciements

Pierre Faucher, Jean Lévêque. Merci de nous avoir proposé cette réflexion et guidé dans nos démarches personnelles.

Remerciements spéciaux à :

Pedro d'Argelès, pour sa disponibilité et son secours précieux, Gregory Tuban pour la moitié de son iconographie et ses conseils, la Famille Aloyz-Darmian, et spécialement mamie Dolo, pour m'avoir confié un petit bout de leur passé, Jacques Vanderplancke pour ses précisions et ses articles, Antoine Burnier, Mireille Astrié, Louis Venturini pour leurs relectures appliquées, Alberto Altès, mon professeur de Barcelone, Julien Angelini, Ferran Martorell et David Tamborero pour nos discussions animées.

Quatrième de couverture : photo Elisabeth Eidenbnz, extraite de « Camp d'Argelers, 1939-1942 », Felip solé, Grégory Tuban, cossetania edicions, janvier 2011



Caricature Josep Bartoli, extrait de *La Retirada* page 22